

# LA CONSULTATION ET LA PARTICIPATION DU PUBLIC DANS LE DOMAINE MINIER

Par

Vanessa Nadeau

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Monsieur Denis Audette

MAÎTRISE EN GESTION DE L'ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Mai 2016

## SOMMAIRE

Mots clés : Acceptabilité sociale, exploitation des ressources naturelles, consultation et participation publiques, communication, prise en compte des préoccupations, transparence, ouverture.

L'objectif général de cet essai est de développer une approche de consultation et de participation du public pour les projets d'exploitation des ressources naturelles, applicable au domaine minier. Cet objectif s'insère dans un contexte où l'importance de l'acceptabilité sociale des projets d'exploitation des ressources naturelles est grandissante. De plus, le récent ajout de nouvelles exigences de consultation dans le domaine minier suscite, pour les entreprises minières, un besoin de lignes directrices pour améliorer les modalités de consultation.

L'analyse de la revue de littérature sur les stratégies de communication existantes identifie d'abord deux principes clés à suivre au cours du processus. Le premier principe est la participation réelle des parties prenantes, laquelle va au-delà du simple recueil des préoccupations en faisant participer les parties prenantes à la réalisation même du projet. Le second principe est la transparence de l'entreprise, laquelle permet d'assurer que les parties prenantes exercent leur droit de faire des choix libres et éclairés.

De l'analyse résulte ensuite une stratégie de participation et de consultation simple résumée en sept grandes étapes. La première étape est de faire des recherches préalables sur le milieu récepteur, lesquelles sont suivies par leur analyse et une prise de décision (seconde étape) à savoir si l'entreprise va de l'avant ou non avec le projet en fonction des enjeux potentiels identifiés. Si le projet va de l'avant, la troisième étape est de rencontrer les communautés autochtones présentes sur le territoire. Cette étape est en fait le début de la consultation des communautés autochtones, qui se fait en parallèle avec la consultation régulière. Lorsque ce processus est enclenché, il est possible d'élaborer le plan de consultation (quatrième étape) qui sera par la suite proposé aux parties intéressées lors des premières rencontres publiques. La cinquième étape représente la tenue des premières séances d'information au cours desquelles les candidatures pour la mise en place d'un comité consultatif doivent être recueillies. Le comité consultatif est l'outil principal recommandé pour intégrer les parties prenantes à la planification de projet. Une fois le comité consultatif démarré, le reste des activités de consultation peuvent être enclenchées (sixième étape). Il est recommandé de tenir deux processus de consultation, un dans le cadre de l'étude de préféabilité en phase d'exploration, et un dans le cadre de l'étude d'impact sur l'environnement. Enfin, une fois le processus de consultation et la planification du projet terminés, les différents mécanismes de suivi choisis avec les parties prenantes sont mis en place (septième étape). Les principaux mécanismes recommandés dans le cadre de cet essai sont le comité de suivi et le comité « d'après-mine ».

## **REMERCIEMENTS**

D'abord, j'aimerais remercier mon directeur d'essai, M. Denis Audette, pour son écoute, son support et ses conseils. M. Audette a été très compréhensif depuis le départ et était toujours disponible que ce soit par courriel, téléphone ou même par message texte. Tous les messages échangés ont su enlever de la pression sur mes épaules et m'encourager à continuer sans abandonner.

Ensuite, j'aimerais remercier les deux personnes ayant eu la gentillesse de m'accorder un peu de leur temps pour une entrevue, soit Mme Sylviane Legault du comité de suivi Canadian Malartic et M. Cédric Bourgeois de Transfert Environnement et Société. Nos discussions en début de recherche ont su orienter mes réflexions et ont grandement contribué au contenu de cet essai.

Également, j'aimerais remercier mes parents qui m'ont toujours supportée dans mes études et m'ont encouragée dans l'accomplissement de mes objectifs. Mon frère aussi qui a su être un modèle exemplaire pour moi. Cette habitude de jeunesse de vouloir imiter mon grand frère aura su me pousser à me dépasser.

Enfin, je remercie mes amis, plus particulièrement Josianne, Miriam, Léa et Érika, qui ont vécu cette expérience avec moi et qui ont su me rassurer en cas de doute et me supporter dans les moments plus difficiles. Votre patience, votre écoute et votre humour ont rendu mon parcours universitaire inoubliable.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1 REVUE DE LITTÉRATURE SUR LES STRATÉGIES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION PUBLIQUES .....	4
1.1 Acceptabilité sociale .....	4
1.2 Stratégies pour l'insertion sociale d'un projet.....	7
1.2.1 Avant l'implantation du projet.....	8
1.2.2 Pendant le projet.....	15
1.2.3 Après le projet .....	15
1.3 Législation .....	16
1.3.1 <i>Loi sur le développement durable</i> .....	16
1.3.2 <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> .....	17
1.3.3 <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> .....	18
1.3.4 <i>Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier</i> .....	19
1.4 Exemples d'application de stratégies de participation du public .....	23
1.4.1 Projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour .....	23
1.4.2 Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville .....	24
1.4.3 Projet d'aménagement urbain à Montréal .....	25
2 REVUE DE LITTÉRATURE SUR LA CONSULTATION ET LA PARTICIPATION PUBLIQUES DANS LE DOMAINE MINIER .....	27
2.1 Vision stratégique du développement minier au Québec .....	27
2.2 <i>Loi sur les mines</i> .....	29
2.2.1 Les consultations publiques .....	29
2.2.2 Le comité de suivi .....	31
2.2.3 Les communautés autochtones .....	32
2.3 <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> .....	34
2.4 Exemples de démarches de consultation et de participation publiques dans le domaine minier ...	35
2.4.1 Mine aurifère Canadian Malartic .....	35
2.4.2 Projet Dumont de Royal Nickel Corporation .....	37
2.4.3 Projet de mine d'apatite de Mine Arnaud à Sept-Îles.....	39
3 ANALYSE .....	41
3.1 Principes clés.....	41
3.1.1 La réelle participation des parties prenantes.....	41
3.1.2 Transparence .....	42

3.2	Analyse et tri de l'information .....	43
3.2.1	Recherches préalables : .....	43
3.2.2	Planification de la démarche .....	45
3.2.3	Premiers contacts .....	47
3.2.4	Activités de consultation .....	49
3.2.5	Consultations avec les communautés autochtones .....	52
3.2.6	Étude d'impact sur l'environnement et le milieu social .....	56
3.2.7	Mécanismes de suivi pendant la mise en œuvre du projet .....	57
3.2.8	Après le projet .....	59
4	STRATÉGIE ET RECOMMANDATIONS .....	60
4.1	Étape 1 : Faire les recherches préalables .....	60
4.2	Étape 2 : Analyse des recherches préalables et prise de décision .....	62
4.3	Étape 3 : Rencontrer les communautés autochtones présentes sur le territoire .....	62
4.3.1	Recommandations .....	63
4.4	Étape 4 : Établir un plan de consultation .....	63
4.4.1	Contenu .....	63
4.4.2	Recommandations .....	64
4.5	Étape 5 : Tenir les premières rencontres et former le comité consultatif .....	64
4.5.1	Actions .....	64
4.5.2	Recommandations .....	65
4.6	Étape 6 : Mettre en œuvre les activités de consultation .....	65
4.6.1	En parallèle avec l'étude de préféabilité .....	66
4.6.2	Dans le cadre de l'évaluation des impacts .....	66
4.6.3	Recommandations .....	67
4.7	Étape 7 : Mettre en place les mécanismes de suivi .....	67
4.7.1	Formation du comité de suivi .....	67
4.7.2	Formation du comité « d'après-mine » .....	69
4.7.3	Recommandations .....	69
	CONCLUSION .....	70
	RÉFÉRENCES .....	72
	BIBLIOGRAPHIE .....	77
	ANNEXE 1 – EXEMPLE DE TABLE DES MATIÈRES D'UN PLAN DE PLANIFICATION .....	79
	ANNEXE 2 – GRILLE DES TECHNIQUES DE PARTICIPATION DU PUBLIC .....	80

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	L'analyse de perception schématisée.....	13
Figure 2.1	Interprétation schématisée du contenu de la <i>Loi sur les mines</i> sur la consultation publique.....	30
Figure 2.2	Schéma des étapes de la démarche d'insertion du projet d'exploitation de la mine aurifère Canadian Malartic.....	35
Figure 2.3	Approche méthodologique utilisée par Mine Arnaud pour l'analyse des résultats de la préconsultation.....	39
Figure 4.1	Analyse des parties prenantes selon BSR sous forme de tableau.....	61
Figure 4.2	Cartographie des parties prenantes proposée par BSR.....	61
Tableau 1.1	Les caractéristiques de l'acceptabilité sociale selon le <i>Guide pratique de l'acceptabilité sociale</i> .....	5
Tableau 1.2	Résumé des différentes visions de l'acceptabilité sociale.....	6
Tableau 1.3	Éléments à prendre en compte afin de bien connaître les parties prenantes et le contexte dans lequel l'entreprise souhaite implanter son projet.....	8
Tableau 1.4	Résumé des opinions et suggestions des différentes références concernant les premiers contacts, la transmission d'informations sur le projet et la transmission du plan de communication aux parties prenantes.....	10
Tableau 1.5	Résumé des orientations et objectifs du premier et du sixième défi de la <i>Stratégie d'aménagement durable des forêts</i> .....	21
Tableau 2.1	Objectifs et actions de l'orientation 3 de la <i>Vision stratégique du développement minier au Québec</i> : Promouvoir la participation citoyenne et la transparence.....	27
Tableau 2.2	Résumé des composantes prévues pour le comité de suivi dans la <i>Loi sur les mines</i> et le RSM .....	31
Tableau 2.3	Démarche de consultation réalisée par RNC dans le cadre du projet Dumont.....	37
Tableau 3.1	Définitions des termes « communiquer », « consulter » et « participer » .....	41
Tableau 3.2	Nombre et types d'activités tenus par l'entreprise en phase d'insertion de projet présentés dans les deux premiers chapitres, avec l'acceptabilité sociale associée à chaque projet .....	49
Tableau 3.3	Regroupement de l'information sur la consultation des communautés autochtones retrouvée dans les chapitres 1 et 2.....	52

Tableau 3.4	Étapes tirées du processus de consultation du protocole de l'APNQL avec le contenu adapté au contexte du présent document, soit dans le cadre de consultations indépendantes initiées par l'entreprise minière.....	56
Tableau 3.5	Principaux mécanismes de suivi utilisés dans les projets présentés en exemples aux deux premiers chapitres.....	57
Tableau 4.1	Éléments essentiels devant faire partie des recherches préalables.....	60
Tableau 4.2	Types d'activités identifiés devant être tenus avec des propositions d'activités de même que des sujets à traiter durant ces activités.....	66

## LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

ACEE	Agence canadienne d'évaluation environnementale
AMQ	Association minière du Québec
APNQL	Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
BSR	<i>Business for Social Responsibility</i>
CPEQ	Conseil patrimonial de développement du Québec
CSCM	Comité de suivi Canadian Malartic
ERA	Ententes de répercussion et avantages
ESG-UQAM	École des sciences et de la gestion de l'Université du Québec à Montréal
FIA II	Fonds d'initiatives autochtones II
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
LADTF	<i>Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier</i>
LAU	<i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>
LCEE	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>
LDD	<i>Loi sur le développement durable</i>
LQE	<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
REEIE	<i>Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement</i>
RNC	Royal Nickel Corporation
RSM	<i>Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure</i>
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQAT	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue



## LEXIQUE

Bail minier	Un des deux titres d'exploitation prévus dans le régime minier québécois. Pour obtenir un bail minier, le titulaire d'un claim (titre d'exploration) doit démontrer qu'il existe des indices qui permettent de croire à la présence d'un gisement, grâce entre autres à une étude de faisabilité. (MERN, s. d.a)
Cartographie des parties prenantes	Exercice ayant pour résultat la représentation schématisée des parties prenantes. Celle-ci permet de délimiter les parties les plus importantes, de voir quelle position elles occupent et de visualiser les relations entre celles-ci. (BSR, 2012)
Comité de suivi	Comité composé de représentants de différents intervenants du milieu ayant pour but de favoriser l'implication de la communauté locale à l'ensemble du projet ( <i>Loi sur les mines</i> ).
Étude d'impact sur l'environnement	Document qui fait état de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement de l'initiateur de projet prévue dans la <i>Loi sur la Qualité de l'Environnement</i> (LQE). Elle permet de comprendre globalement le processus d'élaboration du projet. (LQE; ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, 2014)
Évaluation environnementale	Évaluation des effets environnementaux d'un projet désigné effectuée conformément à la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> (LCÉÉ).
Exploration minière	Première phase du cycle de mise en valeur des minéraux. Elle consiste à chercher de nouveaux gîtes minéraux utiles et économiquement exploitables. (Gouvernement du Canada, 2013)
Facteurs d'acceptabilité sociale	Les facteurs qui peuvent influencer positivement ou négativement l'acceptabilité sociale des projets (MERN, 2015a).
Partie prenante (ou partie intéressée)	Une personne ou un groupement concernés par les produits ou les activités de l'entreprise et qui joue un rôle actif ou passif. Une partie prenante peut se trouver à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise. (BSR, 2012)

## INTRODUCTION

Nous vivons à une époque où la population s'intéresse de plus en plus aux impacts environnementaux et sociaux des projets d'exploitation des ressources naturelles. Un projet qui n'est pas élaboré en harmonie avec son milieu d'accueil peut créer des tensions difficiles au sein d'une population. L'acceptabilité sociale d'un projet est donc un facteur déterminant. Or, comme le mentionnait le Bureau d'audience publique sur l'environnement (BAPE) dans son rapport sur un projet de mine d'apatite à Sept-Îles :

« [...] l'acceptabilité sociale passe par une reconnaissance de fond quant à l'importance de la participation active des communautés et des populations dans la définition et la détermination du type de développement souhaité sur leur territoire [...] » (BAPE, 2013).

Reconnaissant l'importance de l'acceptabilité sociale, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) annonçait en 2014 la tenue d'un chantier sur l'acceptabilité sociale, où plusieurs organismes et entreprises impliqués dans la mise en valeur des ressources naturelles ont pu faire part de leurs opinions et de leurs idées sur les processus en place (gouvernement du Québec 2016). Le chantier a su soulever plusieurs questionnements et améliorations possibles sur les consultations publiques, entre autres pour le domaine minier, un grand nombre d'entités de ce domaine aillant participé au chantier (MERN, s. d.b).

Dans le domaine minier, l'acceptabilité sociale est devenue un enjeu de plus en plus important depuis quelques années. La *Loi sur les mines* a d'ailleurs été récemment modifiée afin de mieux répondre aux besoins de consultation des communautés d'accueil de nouveaux projets miniers. De plus, la formation d'un comité de suivi pour les projets d'exploitation minière fait désormais partie du *Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure* (RSM) de la *Loi sur les mines* (RSM). Également, parmi les récents changements, il est maintenant spécifié que pour les projets assujettis, celui demandant un bail minier doit tenir une consultation publique dans la région où se situe le projet (*Loi sur les mines*). Cependant, tel qu'en faisait état l'Association d'exploration minière du Québec (2015) dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale, les promoteurs sont souvent mal outillés pour diriger les processus de consultation.

Les récents événements démontrent donc que l'information existe et que les différentes parties prenantes sont conscientes de l'importance de l'acceptabilité sociale dans l'insertion des projets miniers. Une organisation de cette information afin d'en faire une démarche claire et utilisable pourrait cependant aider les entreprises minières à développer les habiletés nécessaires afin de tenir des processus de consultation et de participation efficaces.

L'objectif général de cet essai est donc de développer une approche de consultation et de participation du public pour les projets d'exploitation des ressources naturelles, applicable au domaine minier. Afin de remplir cet objectif général, cinq objectifs spécifiques ont été élaborés. D'abord, une revue de littérature des différentes stratégies de consultation existantes en dehors du domaine minier sera faite. Ensuite, les éléments de consultation publique spécifiques au domaine minier seront également recherchés et présentés. Puis, les informations les plus pertinentes devront être retenues, avec également l'intégration des différentes stratégies avec les éléments spécifiques au domaine minier. Puis, les éléments retenus devront être formulés sous forme d'étapes claires pouvant être suivies lors du développement d'un nouveau projet d'exploitation minière. Enfin, ces étapes devront être accompagnées de recommandations sur les éléments clés pour maximiser l'acceptabilité sociale.

La plupart des sources utilisées dans le cadre de cet essai sont gouvernementales ou proviennent d'associations et d'autres groupes reconnus soit dans l'exploitation des ressources naturelles ou dans la consultation et la participation publiques au Québec. Également, plusieurs documents législatifs québécois et/ou canadien ont été consultés. De plus, deux entrevues ont été menées avec des spécialistes dans les mécanismes de consultation et de participation du public. La crédibilité des sources a été contrôlée principalement avec la date de publication des documents et la reconnaissance de l'organisme à l'origine des documents dans les domaines d'intérêt de cet essai. De plus, afin de prévenir la possibilité d'un biais de la part des auteurs, il a été tenté de couvrir des informations provenant de plusieurs parties prenantes différentes.

Le résultat de l'accomplissement des cinq objectifs spécifiques est présenté en quatre chapitres. D'abord, le premier chapitre présente les informations trouvées dans la littérature sur la consultation et la participation publiques, sans aborder le domaine minier. Le chapitre débute avec une discussion sur l'acceptabilité sociale, suivie des stratégies trouvées dans la littérature pour l'insertion sociale d'un projet. Les éléments pertinents dans la législation québécoise et canadienne traitant des consultations publiques sont par la suite couverts. Enfin, quelques exemples d'applications de stratégies sont présentés.

Le second chapitre présente les éléments sur la consultation et la participation publiques spécifiques au domaine minier. Les éléments couverts sont principalement législatifs, avec d'abord une présentation de la vision stratégique du développement minier au Québec et des différentes lois québécoises ayant une influence sur les projets miniers. Ensuite sont présentés certains exemples d'application de stratégies de consultation et de participation publiques pour des projets d'exploitation minière.

Le troisième chapitre est l'analyse de l'information présentée dans les deux chapitres précédents. Ce chapitre est divisé en deux grandes parties. D'abord, les principes clés pour un processus favorisant l'acceptabilité sociale sont isolés. Ensuite, l'information est triée et intégrée en fonction de leur récurrence dans la littérature et du respect des principes clés identifiés. De cette analyse découle le quatrième et dernier chapitre, qui présente les résultats formulés en étapes simples et claires, chacune étant accompagnée de recommandations pour assurer l'efficacité du processus.

## **1 REVUE DE LITTÉRATURE SUR LES STRATÉGIES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION PUBLIQUES**

Ce chapitre présente l'information trouvée en consultation et participation publiques dans l'élaboration d'un projet. L'information générale est d'abord présentée, soit celle sur l'acceptabilité sociale et ce qui l'influence, de même que sur les différentes stratégies de consultation et de participation existantes. Les éléments dans la législation québécoise et canadienne pertinents en matière de consultation et de participation publiques sont ensuite couverts, et enfin des exemples concrets d'application sont présentés dans différents domaines.

### **1.1 Acceptabilité sociale**

Tel qu'énoncé plus tôt, l'acceptabilité sociale est une préoccupation de plus en plus présente dans les projets entrepris au Québec. Cependant, il s'agit d'un concept relativement vague et compris différemment d'une instance à l'autre, aucune définition de celle-ci n'étant globalement acceptée à ce jour. La définition retenue par le MERN est celle trouvée dans le *Guide pratique de l'acceptabilité sociale* de Caron-Malenfant et Conraud, laquelle a été présentée dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale :

« Le résultat d'un processus par lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place, pour qu'un projet, programme ou politique s'intègre de façon harmonieuse, et à un moment donné, dans son milieu naturel et humain » (Caron-Malenfant et Conraud, 2009; MERN, 2015b)

Selon Caron-Malenfant et Conraud, l'acceptabilité sociale telle que définie dans leur guide possède cinq grandes caractéristiques, lesquelles sont présentées au tableau 1.1 avec leurs définitions. L'essentiel à retenir de ces caractéristiques, et ce qui ressort généralement des différentes stratégies présentées à la section 1.2, est que l'acceptabilité sociale n'est pas un concept fixe que l'on peut mesurer et ainsi savoir si un projet est accepté ou non. Il s'agit d'une notion qui évolue dans le temps et qui est influencée par une multitude de facteurs. Le processus qui est abordé dans la définition peut donc être répété plusieurs fois dans un projet. (Caron-Malenfant et Conraud, 2009)

**Tableau 1.1 Les caractéristiques de l'acceptabilité sociale selon le *Guide pratique de l'acceptabilité sociale* (inspiré de : Caron-Malenfant et Conraud, 2009).**

Caractéristiques	Définition
<b>Collectif et pluriel</b>	L'intérêt général a préséance sur l'intérêt personnel. Plusieurs intérêts peuvent être reconnus comme recevables.
<b>Intangible</b>	Ne peut être mesurée, mais certains enjeux peuvent laisser des cicatrices profondes dans les communautés
<b>Volatile</b>	L'acceptabilité sociale évolue, n'est pas figée dans le temps.
<b>Complexe et imprévisible</b>	Notion influencée par la culture, les acteurs, les conditions socio-économiques d'un milieu, le contexte politique, etc. On ne peut transposer l'acceptabilité sociale d'une situation à une autre situation.
<b>Multidimensionnel</b>	Évolue au gré de l'information, des acteurs, du temps, des situations, de l'espace, etc.

Plusieurs participants au chantier sur l'acceptabilité sociale ont donné leur avis quant à la définition de Caron-Malenfant et Conraud. Entre autres, l'association minière du Québec (AMQ) rajoute à cette définition que l'acceptabilité sociale résulte d'un processus de prise en compte des préoccupations du milieu, et que le rôle du citoyen est de dire s'il juge le projet acceptable (AMQ, 2015). Certains voient l'acceptabilité sociale non pas comme un résultat, mais plutôt comme un sentiment d'appréciation ressenti par les communautés locales vis-à-vis un projet. C'est la vision qu'a la coordonnatrice du comité de suivi de la mine Canadian Malartic (CSCM) en Abitibi-Témiscamingue, l'acceptabilité sociale étant selon elle le niveau d'appréciation ressenti par l'ensemble de la communauté. Selon la coordonnatrice du comité, ce niveau d'appréciation inclut les dimensions sociales, dont la santé et la qualité de vie (CSCM, 2015). La chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'École des sciences et de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG-UQAM) est également de cet avis, décrivant l'acceptabilité sociale comme un état d'esprit collectif plutôt que le résultat d'un processus. La chaire juge d'ailleurs que la définition proposée par Caron-Malenfant et Conraud suggère plus un processus pour éviter l'inacceptabilité sociale plutôt qu'une véritable définition de ce qu'est l'acceptabilité sociale. En effet, un processus n'est pas nécessairement requis pour obtenir l'acceptabilité sociale, mais il est possible de l'influencer par un tel processus (Chaire de responsabilité sociale et de développement durable ESG-UQAM, 2015).

Le Conseil patrimonial de développement du Québec (CPEQ) divise l'acceptabilité sociale en trois grandes dimensions, lesquelles peuvent interagir dépendamment du type de projet. D'abord, il y a l'acceptabilité

sociale sociopolitique, vis-à-vis les technologies, les politiques et les cadres mis en place par les parties prenantes principales d'un projet. On retrouve ensuite l'acceptabilité sociale communautaire, c'est-à-dire l'acceptabilité des installations, des promoteurs, des investisseurs et des gestionnaires. Enfin, l'acceptabilité sociale de marché est celle des investissements, des risques financiers et des prix et taxes. Les trois dimensions interagissent généralement, c'est-à-dire qu'un projet peut avoir par exemple une bonne acceptabilité sociale communautaire, mais une mauvaise acceptabilité sociale de marché. (CPEQ, 2012).

La coalition pour que le Québec ait meilleure Mine a quant à elle développé le concept d'acceptabilité sociale comme résultant du respect de quatre principes fondamentaux. Le premier principe est selon eux le droit de consentir ou non à un projet, l'accord à un projet devant être requis autant au niveau local, régionale que nationale, selon la portée des impacts potentiels du projet. Les trois autres principes sont ensuite le droit d'exercer un choix libre et éclairé, à l'aide d'une information juste, transparente et indépendante, puis le respect des droits de la personne, des minorités et des populations autochtones, et enfin le respect des droits de l'environnement, des écosystèmes et de la biodiversité (Coalition pour que le Québec ait meilleure mine, 2015).

Les différentes visions de l'acceptabilité sociale présentées dans cette section sont résumées dans le tableau 1.2 ci-après. Comme il a été vu, certaines caractéristiques se complètent alors que d'autres semblent différer. Un consensus sur la définition de l'acceptabilité sociale reste encore à atteindre, mais les informations présentées donnent tout de même un aperçu de ce qui est entendu par les termes « acceptabilité sociale ».

**Tableau 1.2 Résumé des différentes visions de l'acceptabilité sociale.**

Sources	Vision de l'acceptabilité sociale
<b>Guide pratique de l'acceptabilité sociale de Caron-Malenfant et Conraud</b>	Résultat d'un processus par lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place pour qu'un projet s'intègre en harmonie avec son milieu récepteur
<b>CSCM Chaire de responsabilité sociale et de développement durable</b>	Sentiment d'appréciation ressenti par une communauté vis-à-vis un projet
<b>CPEQ</b>	Peut se diviser en trois dimensions, l'acceptabilité sociale : <ul style="list-style-type: none"> <li>• sociopolitique;</li> <li>• communautaire;</li> <li>• de marché.</li> </ul>

**Tableau 1.2 Résumé des différentes visions de l’acceptabilité sociale trouvées dans la littérature (suite).**

Sources	Vision de l’acceptabilité sociale
Coalition pour que le Québec ait meilleure mine	<p>Est le résultat du respect de quatre principes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le droit de consentir ou non à un projet;</li> <li>• le droit d’exercer un choix libre et éclairé;</li> <li>• le respect des droits de la personne;</li> <li>• le respect des droits de l’environnement.</li> </ul>

Selon le *Guide pratique de l’acceptabilité sociale* de Caron-Malenfant et Conraud, quatre particularités permettent de reconnaître un projet soulevant un enjeu d’acceptabilité sociale :

- L’introduction d’un changement;
- La présence de plusieurs opinions différentes;
- La suscitation de l’intérêt des parties prenantes;
- La possibilité de s’interroger sur les décisions à prendre.

D’abord, l’introduction d’un changement. Cette situation suscite le plus de réactions en raison de l’anticipation d’impacts et l’incertitude de ceux-ci. Si le changement n’a aucun impact sur les pratiques et que celles-ci peuvent continuer comme avant, il n’y aura probablement pas d’enjeu. Ensuite, pour qu’il y ait un enjeu, il doit y avoir présence de plusieurs points de vue différents au sein des parties intéressées. Il faut cependant identifier les critiques constructives de celles provenant de la recherche d’un bénéfice personnel et non collectif. Également, il n’y aura évidemment pas d’enjeu si le projet ne suscite pas l’intérêt des différentes parties prenantes. Dans ce cas, il serait possible de conclure que le projet peut être toléré. Il faut cependant solliciter les parties prenantes avant de faire une telle conclusion. Enfin, pour faire face à un enjeu, il faut pouvoir s’interroger sur les décisions à prendre. Selon Caron-Malenfant et Conraud, tout projet peut devenir acceptable, c’est au promoteur de décider s’il est prêt à aller de l’avant malgré les conditions entourant son projet pour avoir une bonne acceptabilité sociale. Ce point sera abordé plus en profondeur dans la section 1.2.1. (Caron-Malenfant et Conraud, 2009)

## **1.2 Stratégies pour l’insertion sociale d’un projet**

Cette sous-section présente les différentes stratégies générales de consultation et de participation du public trouvées dans la littérature. Celles-ci sont présentées de manière séquentielle, c’est-à-dire du début à la fin d’un projet, avec les stratégies utilisées avant l’implantation d’un projet, pendant un projet et enfin après la fermeture d’un projet, lorsque celui-ci a une fin. Les stratégies présentées sont celles pouvant



s'appliquer à n'importe quels types de projet avec les principes généraux de consultation et de participation publiques.

### 1.2.1 Avant l'implantation du projet

La presque totalité des démarches entreprises pour la consultation et la participation du public se fait avant l'implantation du projet, très tôt à l'étape de planification. Selon les informations trouvées dans la littérature, cette partie a été divisée en cinq sous-étapes présentées en ordre, soit les recherches préalables, la planification, les premiers contacts, les activités de consultation et de participation, et enfin la prise de décision.

#### a. Recherches préalables

Les recherches préalables rapportent au caractère complexe et imprévisible de l'acceptabilité sociale tel qu'il est présenté dans le guide de Caron-Malenfant et Conraud. En effet, l'acceptabilité sociale change selon le milieu, car elle est influencée entre autres par les conditions et la culture (Caron-Malenfant et Conraud, 2009). Le CPEQ propose dans son *Guide de bonnes pratiques afin de favoriser l'acceptabilité sociale des projets* 8 éléments à prendre en compte dans la recherche préalable, lesquels sont présentés au tableau 1.3. (CPEQ, 2012)

**Tableau 1.3 Éléments à prendre en compte afin de bien connaître les parties prenantes et le contexte dans lequel l'entreprise souhaite implanter son projet** (inspiré de : CPEQ, 2012, p.10-12).

Éléments	Contenu
<b>Historique du milieu et du promoteur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autres projets ou événements dans la communauté;</li> <li>• Réputation du promoteur et du secteur.</li> </ul>
<b>Caractéristiques du milieu sociogéographique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parties prenantes locales, nationales et internationales et leurs valeurs;</li> <li>• Cartographie des parties prenantes;</li> <li>• Caractères identitaire et patrimonial des territoires touchés par le projet;</li> <li>• Ressources naturelles et caractérisation environnementale.</li> </ul>
<b>Caractéristiques socio-économiques de la communauté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupes vulnérables;</li> <li>• Éléments démographiques et culturels;</li> <li>• Statut économique de la population et état financier des institutions publiques.</li> </ul>
<b>La présence de média</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Médias actifs dans la communauté et tendance de ceux-ci.</li> </ul>
<b>Développement territorial et économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autres projets dans la région et leur appui par la population;</li> <li>• Objectifs régionaux de développement.</li> </ul>
<b>Caractéristiques sociopolitiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institutions gouvernementales et municipales avec la confiance de la population.</li> </ul>
<b>L'information véhiculée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information pertinente au projet déjà véhiculée dans la communauté;</li> <li>• Information véhiculée sur des projets semblables.</li> </ul>
<b>Exigences législatives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Législation applicable au projet.</li> </ul>

Une fois les 8 éléments couverts, le résultat de cette recherche devrait ressembler à ce que l'entreprise Transfert Environnement et Société appelle un profil social. Le profil social permet de dégager les principaux enjeux du milieu récepteur que la proposition de projet pourrait soulever. Tout comme ce qui est proposé par le CPEQ, Transfert Environnement et Société font entre autres dans le cadre du profil social une recherche de l'historique du milieu, incluant parfois des entrevues avec certaines personnes. Le profil social devrait s'orienter autour de 6 grands types de facteurs: sociaux, environnementaux, économiques, techniques, de localisation et de gouvernance. Le résultat est un rapport permettant au promoteur de prendre une décision à savoir si le projet va ou non de l'avant. (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016; Transfert Environnement et Société, s. d.)

#### b. Planification de la démarche

À la suite de l'identification des enjeux, des parties prenantes et des autres caractéristiques du milieu récepteur du projet, l'étape suivante est la planification de la démarche d'insertion sociale. Les recherches préalables vont fortement influencer la démarche, laquelle peut prendre des formes différentes pour chaque projet. Par exemple, grâce aux recherches il est possible de savoir quelles ressources sont manquantes dans l'équipe responsable de la planification du projet (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Le CPEQ suggère à cette étape de choisir au sein de l'entreprise un porte-parole crédible qui saura assurer le lien entre l'entreprise et la communauté. Le porte-parole doit être facilement accessible et doit surtout avoir un pouvoir décisionnel au sein de l'entreprise puisqu'il prendra des engagements avec la communauté. Il doit donc connaître toute l'information pertinente sur le projet (CPEQ, 2012).

La planification doit être faite afin d'assurer qu'elle corresponde au type de milieu dans lequel le projet s'insère (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Pour cela, le CPEQ suggère entre autres de s'allier à une tierce partie ayant la confiance de la population, si suite aux recherches préalables il a été conclu que le promoteur ou que son domaine n'a pas bonne réputation dans la région (CPEQ, 2012). Également, des études complémentaires peuvent être faites en fonction des enjeux identifiés dans les recherches préalables, lesquelles peuvent influencer le promoteur à modifier le design du projet afin qu'il corresponde mieux au milieu. (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016).

La planification inclut aussi selon le CPEQ l'établissement d'un plan de communication, avec tous les moments et les moyens de communication prévus tout au long du processus d'implantation du projet avec la population, les médias, les élus, etc. (CPEQ, 2012). Par ailleurs, dans le cadre des évaluations environnementales, l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) propose d'élaborer dès

le début du processus de consultation un outil similaire au plan de communication proposé par le CPEQ. L'ACEE appelle cet outil un plan de participation publique (annexe 1). Ce plan inclut entre autres la description des processus de consultation, les enjeux potentiels à tenir en compte et un plan détaillé des activités de participation publique avec un calendrier de celles-ci (ACEE, 2008). Cette démarche de participation publique est intéressante à prendre en compte, car elle peut s'appliquer dans un autre contexte que les évaluations environnementales. Selon le contenu du plan de participation du public tel que présenté par l'ACEE, les points suivants devraient être inclus dans la planification de la démarche de consultation et de participation publiques.

c. Premiers contacts, information

À ce point dans l'évolution d'un projet, trois principaux sujets sont traités dans la littérature et lors des entrevues, soit les premiers contacts, la transmission d'informations sur le projet et la transmission du plan de communication aux parties prenantes. Les différentes opinions et suggestions récoltées sont résumées au tableau 1.4 ci-après pour ensuite être développées plus loin. Il est possible de constater que certaines informations se complètent alors que d'autres divergent.

**Tableau 1.4 Résumé des opinions et suggestions des différentes références concernant les premiers contacts, la transmission d'informations sur le projet et la transmission du plan de communication aux parties prenantes.**

Sujet	Opinions/suggestions	Sources
<b>Premiers contacts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas d'assemblée publique</li> <li>• Par petits groupes (Ex. porte-à-porte)</li> </ul>	Transfert Environnement et Société (C. Bourgeois)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sondages</li> <li>• Commentaires en ligne (ex. Facebook, twitter, blogue)</li> </ul>	CPEQ
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les parties prenantes : commencer par celles ayant manifesté de l'intérêt</li> </ul>	ACEE
<b>Transmission d'informations sur le projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commencer par les médias et les élus municipaux</li> </ul>	CPEQ
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commencer par les parties susceptibles de vouloir participer</li> </ul>	ACEE
<b>Transmission du plan de communication aux parties prenantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transmettre certains éléments aux parties prenantes</li> </ul>	CPEQ
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire participer les parties prenantes à l'élaboration du plan</li> </ul>	ACEE Transfert Environnement et Société (C. Bourgeois)

D'abord, tel que le mentionne monsieur Bourgeois, président de Transfert Environnement et Société : « Le premier contact peut prendre un million de formes différentes » (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Selon monsieur Bourgeois, le premier contact doit venir de la part de l'entreprise et ne doit surtout pas être sous la forme d'une assemblée publique. S'il y a une rencontre publique, c'est à la fin de la démarche sociale qu'elle doit avoir lieu. Selon monsieur Bourgeois, les premiers contacts devraient avoir lieu par petit groupe ou même par personne sous forme de porte-à-porte, pour pouvoir créer des liens (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Le CPEQ suggère également certains mécanismes tels que des sondages, la réception de commentaires sur des documents en ligne ou tout simplement des blogues, pages Facebook ou comptes Twitter (CPEQ, 2012). Pour les contacts avec les parties prenantes autres que les citoyens, l'ACEE recommande de commencer par établir le contact avec des représentants ayant déjà manifesté de l'intérêt et avec d'autres personnes déjà connues (ACEE, 2008).

Ensuite, concernant la transmission d'informations, le CPEQ suggère de commencer par transmettre l'information sur le projet aux médias et aux élus municipaux avant les citoyens pour qu'ils puissent répondre à leurs questions lorsque ceux-ci recevront l'information (CPEQ, 2012). L'ACEE suggère quant à elle de fournir les renseignements préliminaires à l'égard du projet aux parties susceptibles de vouloir participer avant les autres organisations (ACEE, 2008). Un des éléments clés ressortant dans la littérature est d'être transparent dans la transmission d'informations à la communauté (Caron-Malenfant et Conraud, 2009; CPEQ, 2012). Il faut transmettre à la population toute l'information pertinente, et ce même si les plans sont encore à définir (CPEQ, 2012). De plus, l'information diffusée doit être claire, synthétisée et vulgarisée afin que toute la communauté ait une bonne compréhension du projet. Tel qu'il est expliqué dans le guide de Caron-Malenfant et Conraud (2009), la perception d'une personne va dépendre de la manière qu'elle traite l'information. Pour que sa perception soit représentative de la réalité, il faut qu'elle ait reçu de l'information de base de qualité, d'où l'intérêt d'être transparent dès le début du projet (Caron-Malenfant et Conraud, 2009).

Enfin, le CPEQ suggère à ce point de communiquer certains éléments du plan de communication aux parties prenantes, lorsqu'approprié (CPEQ, 2012). Transfert Environnement et Société recommandent quant à eux de faire participer les parties prenantes à l'élaboration même du plan. Au début du processus, monsieur Bourgeois suggère de proposer aux parties prenantes une démarche de consultation future et de leur demander leur avis pour pouvoir l'ajuster en fonction de leurs préférences (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). La participation des parties intéressées à l'élaboration même du plan est également une stratégie utilisée par l'ACEE dans le cadre des évaluations environnementales.

Dans leur guide sur la participation publique, l'agence statue d'ailleurs que la participation des intervenants à l'élaboration du plan (dans ce cas dans un contexte d'évaluation environnementale) permet de renforcer la confiance, accroître la sensibilisation et mettre en évidence les questions et préoccupations en début de processus (ACEE, 2008). Le plan élaboré à l'étape de la planification de la démarche (point « b. ») doit donc être une proposition pour les parties intéressées qu'il est possible de changer avec eux lors d'une rencontre informelle, par exemple lors des premiers contacts (ACEE, 2008; C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016)

#### d. Activités de consultation et de participation

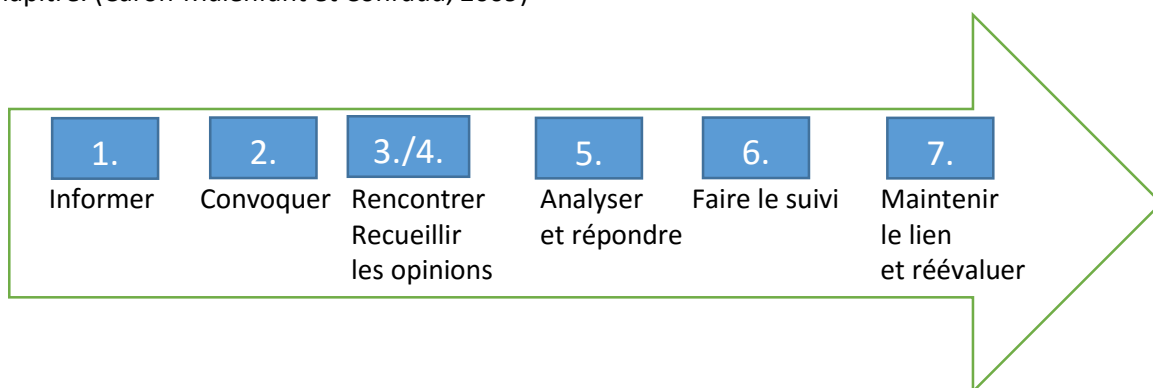
Selon le CPEQ, ce serait à cette étape qu'aurait lieu l'évaluation des impacts et des risques du projet sur le milieu (environnement, social, économique, santé, éducation, qualité de vie, etc.). Le CPEQ recommande aussi de faire une évaluation environnementale même si le projet n'est pas assujéti à celle-ci (CPEQ, 2012). L'ACEE a publié en 2008 un guide sur la participation du public aux évaluations environnementales, référé plusieurs fois déjà dans le présent chapitre. C'est à l'autorité responsable de planifier l'évaluation environnementale, mais il arrive souvent que celle-ci délègue la tâche de veiller à la réalisation des activités de participation du public à un promoteur ou un consultant (ACEE, 2008).

Dans son guide, l'ACEE possède une sous-section sur comment choisir les activités de participation. Le guide ne propose pas d'activités ou de techniques précises, mais suggère plutôt de choisir celles-ci selon la situation dans laquelle s'intègre le projet, grâce aux renseignements recueillis, aux premiers contacts avec les parties intéressées et aux objectifs visés par la participation du public. Il est également recommandé d'utiliser plusieurs activités différentes pour rejoindre un plus grand éventail de groupes. Une liste de techniques selon les différents degrés de participation voulus est d'ailleurs présentée à l'annexe 2. Le guide recommande tout de même de respecter certains principes clés, peu importe l'activité choisie. Ces principes suivent généralement les éléments clés de la directive ministérielle, présentée dans la section 1.3.3 du présent chapitre. Un des principes est entre autres de prévoir assez de temps aux groupes concernés pour recueillir les renseignements, pour les examiner, et pour leur répondre. Il est également conseillé de faire preuve de souplesse quant aux délais accordés. Aussi, un autre principe est de recueillir et examiner tout type de renseignements, qu'ils soient techniques ou traditionnels, incluant le savoir traditionnel autochtone, et de reconnaître les points de vue de chacun avec équité. (ACEE, 2008)

Tout comme dans le guide de l'ACEE, le CPEQ ne propose pas d'activités particulières, mais fait quelques suggestions sur le déroulement du processus de consultation. D'abord, il est suggéré de s'allier à une tierce partie crédible auprès de la population pour coordonner les consultations. Il est également suggéré d'être

clair concernant les objectifs de consultation, les éléments susceptibles d'être modifiés, les étapes prévues et les règles de consultation. Enfin, le CPEQ suggère de désigner un animateur possédant une bonne écoute et un bon sens de l'humour pour animer les rencontres. (CPEQ, 2012)

Caron-Malenfant et Conraud proposent quant à eux dans leur *Guide pratique de l'acceptabilité sociale* d'inviter toutes les parties prenantes et intéressées à participer à une rencontre d'échange suite à la diffusion de l'information et aux premières consultations. Cette rencontre doit se faire dans un cadre ouvert et doit permettre de répondre aux questions et de prendre les impressions en amont de la prise de décision. L'analyse des perceptions est une méthode proposée par Caron-Malenfant et Conraud lors des démarches (figure 1.1). Les perceptions, telles que définies dans le guide, sont la somme de la réalité et d'une distorsion appelée bruit perceptuel. C'est la manière dont est traitée l'information par un individu qui crée un bruit perceptuel, et ainsi déforme la réalité pour faire dévier sa perception de celle-ci. Plusieurs facteurs peuvent créer un bruit et ainsi avoir un impact sur l'acceptabilité sociale d'un projet, dont plusieurs comportements observés lors des démarches de consultation. Ces comportements peuvent être entre autres la tendance d'un individu à vouloir se conformer à un groupe et ainsi mettre de côté son opinion personnelle, ou encore l'opinion répétée d'un seul individu qui se généralise à l'ensemble du groupe. Le guide recommande donc, afin d'éviter ce genre d'effet, de recueillir les opinions de tous de manière anonyme et individuelle, à l'aide d'un questionnaire par exemple. Ainsi, à la suite de la pondération des opinions, il sera possible d'orienter les sujets traités vers ceux démontrant une honnête insatisfaction chez les parties intéressées. De plus, il sera possible, si la perception des gens s'éloigne significativement de la réalité, de cibler et de fournir l'information manquante pour la ramener vers la réalité. Un exemple de démarche utilisant l'analyse de perception est présenté à la section 1.4 du présent chapitre. (Caron-Malenfant et Conraud, 2009)



**Figure 1.1 L'analyse de perception schématisée** (tiré : de Caron-Malenfant et Conraud, 2009).

#### e. Prise de décision

Après avoir recueilli les renseignements durant l'activité de participation, la première étape avant la prise de décision est l'examen des observations. Tel que le mentionne l'ACEE dans leur guide, l'approche d'examen des observations sera différente selon l'activité choisie. Le guide suggère tout de même certaines approches en fonction du type de données récoltées. Si les données sont quantitatives, comme dans le cas de sondages fermés, les résultats peuvent être mesurables ou exprimables quantitativement. Il est possible d'organiser et d'interpréter ces données manuellement, mais si celles-ci sont trop nombreuses, il est suggéré d'avoir recours à la technologie, comme des logiciels ou des sondages lisibles par balayage. Dans le cas de données qualitatives, comme des sondages ouverts ou des notes prises durant l'activité, elles peuvent généralement être traitées manuellement, mais s'il y a trop de texte à traiter, il est possible de structurer les résultats grâce à une base de données. (ACEE, 2008)

Concernant la prise de décision, selon Caron-Malenfant et Conraud une décision acceptable dans un contexte de développement harmonieux en est une concertée, transparente, participative et sensible aux caractéristiques techniques, environnementales et sociales du milieu dans lequel elle s'insère. Pour cela, il est suggéré dans le guide de ne pas évaluer l'acceptabilité sociale comme un tout, mais plutôt de définir les conditions d'acceptabilité sociale. Il est en effet possible que chaque groupe ait des besoins différents qui se complètent. Il est donc envisageable de combler tous les besoins sans avoir à faire de compromis. Après avoir recueilli et étudié les commentaires et recommandations des participants, le guide suggère de faire un suivi des résultats et décisions prises, en expliquant pourquoi certains commentaires n'ont pas été retenus, le tout dans un délai raisonnable. Selon une des méthodes présentées dans leur guide, il est possible afin d'assurer la transparence de présenter les résultats des analyses en direct lors de la rencontre d'échange. (Caron-Malenfant et Conraud, 2009)

Le CPEQ recommande aussi de faire le suivi des préoccupations et des solutions prises en compte et de justifier lorsque celles-ci ne sont pas retenues. Pour prendre ces décisions, il est suggéré de faire des analyses coût-bénéfice des recommandations recueillies. Il est également recommandé de considérer compenser les parties prenantes qui subiront les impacts du projet, les bénéfices devant être distribués de manière équitable chez les groupes concernés. (CPEQ, 2012)

L'ACEE recommande de faire la rétroaction d'abord en faisant un rapport pour les parties intéressées présentant un résumé des observations, opinions et renseignements obtenus lors des activités, ceci afin de permettre aux participants de comprendre les enjeux soulevés. Ensuite, encore ici il est suggéré d'expliquer comment les commentaires et observations ont influencé ou non les décisions. La manière

dont cette rétroaction est présentée (à quel moment, à qui et sous quelle forme) devrait selon l'ACEE être déterminée avec les parties intéressées à l'étape de la planification. (ACEE, 2008)

### **1.2.2 Pendant le projet**

Lors de l'insertion et de la réalisation d'un projet, il est recommandé de poursuivre les consultations en trouvant une méthode de communication accessible (Caron-Malenfant et Conraud, 2009; CPEQ, 2012; Transfert Environnement et Société, s. d.). Le CPEQ et Transfert Environnement et Société suggèrent tous deux de mettre en place des mécanismes de communication et de suivi à long terme (CPEQ, 2012; Transfert Environnement et Société, s. d.). Transfert Environnement et Société ajoute cependant que le mécanisme doit en être un de rétroaction et recommande de poursuivre la collaboration grâce à des mécanismes de liaison et de vigilance, tels que des comités de citoyens et de parties prenantes (Transfert Environnement et Société, s. d.; C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Monsieur Bourgeois conseille aussi de discuter des moyens de communication et de suivi avec les parties prenantes à l'étape de la planification au début du projet (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Les méthodes dépendront donc de ce qui a été discuté avec eux. Un exemple de méthode pourrait être une table de travail ou un comité de citoyens avec un calendrier exhaustif des rencontres (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016; Transfert Environnement et Société, s. d.).

Il est recommandé dans le guide de Caron-Malenfant et Conraud de réévaluer l'acceptabilité sociale du projet lorsque celui-ci est en cours de réalisation. En effet, l'étape 7 de la démarche illustrée à la figure 1.1 est de maintenir le lien avec les communautés d'accueil et de réévaluer l'acceptabilité sociale (Caron-Malenfant et Conraud, 2009). Dans le même ordre d'idée, le CPEQ suggère d'évaluer de manière continue les impacts au cours du projet et de demeurer informé des préoccupations, par exemple avec les médias (CPEQ, 2012). Tout au long du processus, il faut donc rester transparent et maintenir le lien avec les groupes concernés en restant à l'écoute de leurs préoccupations. Transfert Environnement et Société rappelle aussi qu'il est primordial de consolider les engagements corporatifs et collectifs pris avec les acteurs du milieu d'accueil du projet (Transfert Environnement et Société, s. d.).

### **1.2.3 Après le projet**

Le CPEQ présente dans son guide une courte liste d'éléments à prendre en compte suivant la fermeture d'un projet, lorsque celui-ci a une durée de vie déterminée, afin d'assurer le bien-être de la collectivité dans laquelle il s'est inséré. D'abord, étant donné que la population entourant le projet risque d'avoir développé une main d'œuvre et des infrastructures spécialisées durant la phase de réalisation du projet, il faut prévoir ce qui arrivera par la suite afin d'assurer une durabilité économique locale. Ensuite, il faut



être au courant des impacts possibles à la fermeture et trouver des mesures de mitigation et de compensation pour laisser l'environnement dans un état équivalent à celui avant la mise en œuvre du projet. Enfin, il faut toujours respecter ses engagements, rester transparent et ouvert, et démontrer de la volonté à vouloir s'investir afin d'assurer la durabilité économique de la communauté après la fermeture du projet. (CPEQ, 2012)

### **1.3 Législation**

La présente sous-section décrit une partie de ce qui est contenu dans la législation québécoise et canadienne présentant de la pertinence ou de bons exemples d'utilisation de principes de consultation et de participation du public. Cette section ne traite pas de la *Loi sur les mines* et de ses règlements, lesquels seront présentés dans le chapitre 2 sur la consultation et la participation dans le domaine minier. Certains éléments revus dans cette section n'ont pas nécessairement d'impacts d'un point de vue législatif sur le domaine minier, mais sont tout de même pertinents à couvrir dans le cadre de ce chapitre, lequel est une revue de littérature des processus existants de consultation et de participation publiques. Les lois couvertes sont d'abord la *Loi sur le développement durable* (LDD), suivi de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE), la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE) et enfin *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier* (LADTF). Certaines stratégies, politiques et règlements intéressants sont également présentés.

#### **1.3.1 Loi sur le développement durable**

Le développement durable, au sens de l'article 2 de la LDD, correspond à un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Il s'agit donc de développer en prenant en considération les conséquences futures que peut avoir un projet à long terme, pour les dimensions environnementale, sociale et économique. (LDD)

La loi présente entre autres 16 principes essentiels que les activités de développement doivent respecter afin d'assurer leur durabilité environnementale, sociale et économique. La plupart de ces principes, s'ils sont respectés, peuvent avoir une influence positive sur l'acceptabilité sociale. Certains de ces principes sont par exemple la protection de la santé et l'amélioration de la qualité de vie des personnes, ou encore la participation et l'engagement des citoyens, pour ne nommer que ceux-là. (LDD)

Déoulant de la LDD, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a publié en 2015 sa nouvelle *Stratégie gouvernementale de développement durable*, laquelle est habituellement révisée tous les cinq ans. Deux des objectifs de la stratégie concernent directement la participation publique, soit l'objectif 1.3 et 6.3. (MDDELCC, 2015)

L'objectif 1.3 est formulé comme suit : « Favoriser l'adoption d'approches de participation publique lors de l'établissement et de la mise en œuvre des politiques et des mesures gouvernementales ». Il est développé en deux points, soit l'adoption d'un cadre de référence gouvernemental en matière de participation publique et une plus grande utilisation de moyens encourageant la consultation et la participation des citoyens et des parties prenantes dans le cadre des travaux des ministères et organismes gouvernementaux. L'objectif 6.3 est quant à lui formulé comme suit : « Soutenir la participation publique dans le développement des collectivités ». Il vise plus particulièrement des initiatives favorisant la participation des citoyens et autres acteurs du milieu au développement des collectivités. À travers cet objectif, on recherche l'intégration des citoyens de toutes les origines et de toutes les conditions, par exemple en impliquant davantage les jeunes dans le processus décisionnel. La stratégie liste également quelques-unes des conditions essentielles à une participation significative du public, tel que la participation précoce, la transparence du processus et la flexibilité dans les décisions. (MDDELCC, 2015)

### **1.3.2 Loi sur la qualité de l'environnement**

La LQE contient plusieurs articles pouvant avoir une influence certaine sur l'acceptabilité sociale et sur les principes de participation publique, plus particulièrement sur la divulgation d'information à la population et sur la transparence de celle-ci.

D'abord, dans le cas où un projet requiert un certificat d'autorisation en vertu de l'article 31.1, il est indiqué à l'article 31.3 de la LQE que, premièrement, le ministre rend publique l'étude d'impact, et que, deuxièmement, c'est à l'initiateur du projet d'entreprendre l'étape d'information et de consultation publiques prévues dans le *Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement* (REEIE) (LQE). Il est à noter que le règlement exclut de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement les projets miniers assujettis au *Règlement sur le pétrole, le gaz naturel, la saumure et les réservoirs souterrains* (REEIE).

L'article 31.3 de la LQE réfère à la section IV du REEIE, laquelle traite de l'information et de la consultation publiques. Cette section vise principalement deux intervenants, soit l'initiateur du projet et le BAPE. D'abord, les tâches de l'initiateur de projet se résument à l'information de la population et des municipalités situées dans les limites de son projet. Ceci implique deux choses, soit la publication d'avis dans des quotidiens et hebdomadaires de la région et la remise aux municipalités d'un résumé vulgarisé des études effectuées, y compris l'étude d'impact sur l'environnement. Ensuite, les tâches du BAPE sont d'annoncer l'étape d'information et de consultation et de tenir une audience publique si une telle audience est demandée. Pendant 45 jours le public peut consulter le dossier de la demande de certificat

d'autorisation (étude d'impact, avis, directive, etc.). Dans ces 45 jours, en vertu de l'article 13 du règlement, pour qu'une audience publique ait lieu, une personne doit en faire la demande au ministre. (REEIE; LQE)

### **1.3.3 Loi canadienne sur l'évaluation environnementale**

Un premier point intéressant par rapport à la LCEE est l'utilisation des termes « participation publique » pour les articles 24 et 28, et non consultation publique. Dans le cas d'une évaluation environnementale, le public a donc la possibilité de participer au processus et non simplement de pouvoir être consulté. C'est d'ailleurs ce qui est précisé aux articles 24 et 28 de la loi, l'autorité responsable devant veiller à ce que le public et les parties intéressées aient la possibilité de participer à l'évaluation environnementale d'un projet. (LCEE)

En vertu de l'article 86 de la loi, le ministre peut donner des lignes directrices, codes de pratique ou procédures dans son application. C'est en utilisant ce pouvoir que le ministre a créé la directive ministérielle sur la participation publique lors des examens préalables à l'évaluation environnementale. Les autorités responsables doivent s'y référer pour décider si la participation du public est indiquée pour l'évaluation environnementale d'un projet. Cette directive s'applique à tous les examens préalables effectués en application de l'article 18 de la loi, stipulant que l'autorité responsable doit offrir de consulter et de coopérer avec certaines instances (LCEE). On retrouve dans la directive des critères permettant de décider si la participation publique est indiquée, de même que les éléments clés d'une bonne participation publique. (ACEE, 2010)

Les critères indiquant le besoin d'une participation publique sont reliés aux impacts que peut avoir le projet au niveau environnemental, social et économique, de même qu'au contexte social du milieu. En résumé, la participation publique est indiquée d'abord s'il y a des incertitudes quant aux effets environnementaux ou quant aux répercussions sur l'utilisation actuelle du territoire. Elle est également indiquée si le projet peut être perçu comme pouvant avoir des effets négatifs sur l'environnement ou générer des conflits entre les valeurs environnementales, sociales et économiques. Enfin, elle est aussi indiquée s'il est possible de tirer profit des connaissances des communautés locales, incluant le savoir traditionnel autochtone. (ACEE, 2010)

Selon la directive, huit éléments clés ont été identifiés pour assurer une participation significative du public. Le premier élément clé en est un récurrent dans la littérature, soit de notifier le public assez tôt pour qu'il puisse influencer la planification même du projet. Certains éléments concernent aussi le partage d'information de même que la facilité d'accès de celle-ci. En résumé, il est expliqué qu'un projet devrait

reposer sur l'ensemble des connaissances, y compris celles de la collectivité, et que l'autorité responsable devrait s'assurer que l'information nécessaire soit disponible au bon moment, et vulgarisée. Également, les processus mêmes de participation doivent donner un délai assez long pour évaluer l'information présente, et doivent être adaptés selon les valeurs des communautés locales. Les processus peuvent même être revus en fonction des besoins exprimés par les participants. Enfin, la contribution du public doit être utilisée dans le processus décisionnel, ce qui implique de fournir l'information au public sur comment leur contribution a été prise en compte. (ACEE, 2010)

Afin de faciliter la participation du public à l'évaluation environnementale, l'ACEE a également mis en place un programme d'aide financière aux participants. Ce programme permet d'assister trois types de participants, soit les particuliers, les organismes sans but lucratif, et enfin les collectivités autochtones. Pour être admissible au programme, il faut démontrer son utilité à l'évaluation environnementale de même que remplir au moins un des quatre critères spécifiés par l'agence. Ces critères sont résumés ci-après :

- Avoir un intérêt direct et local pour le projet;
- Posséder des connaissances utiles à l'évaluation;
- Posséder des renseignements spécialisés sur les impacts environnementaux du projet;
- Avoir un intérêt pour les répercussions du projet sur les terres visées par un traité, un règlement, un territoire traditionnel et/ou les revendications et droits connexes. (ACEE, 2015)

#### **1.3.4 Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier**

La LADTF est intéressante à couvrir dans le cadre du présent chapitre, car elle est fortement orientée sur la concertation, comme le stipule l'article 6 de la loi :

« La prise en compte des intérêts, des valeurs et des besoins des communautés autochtones présentes sur les territoires forestiers fait partie intégrante de l'aménagement durable des forêts. » (LADTF).

La loi contient plusieurs éléments pertinents, dont la politique de consultation, la *Stratégie d'aménagement durable des forêts*, ainsi que les plans d'aménagement forestier intégré avec la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire (LADTF). Il y a donc plusieurs exemples d'utilisation de stratégies de consultation et de participation publiques au sein même de la loi.

#### a. Politique de consultation

La politique de consultation a été élaborée en 2003, en vertu de l'article 211 de la *Loi sur les forêts*, aujourd'hui la LADTF, et est présentement en révision (ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs [MFFP], s. d.). L'objectif de la politique est de permettre aux groupes concernés de participer à la gestion des forêts en faisant connaître leurs valeurs et leurs besoins. Pour cela, plusieurs consultations sont organisées au niveau régional, national et local. (Ministère des Ressources naturelles, 2003)

En début d'année, le ministère doit d'abord convenir des modalités de consultation publique, lesquelles sont publiées dans un programme de consultation. Toute consultation est précédée d'annonces publiques avec l'objet, le calendrier et le moyen de se procurer l'information préparée par le ministère. Au niveau national, une table permanente nommée « Table des partenaires de la forêt », regroupant les principales associations et les principaux organismes nationaux concernés, est mise en place pour échanger des informations et débattre des enjeux d'aménagement du territoire forestier. À l'échelle régionale et locale, des consultations sont menées par l'instance responsable de la composition et du fonctionnement de la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire, présentée un peu plus loin dans cette section. (Ministère des Ressources naturelles, 2003; LADTF)

Concernant les consultations avec les autochtones, les modalités sont déterminées avec les communautés concernées pour que celles-ci respectent leurs valeurs et leur culture, de même que toute entente ou tout traité signé entre eux et le gouvernement. De plus, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) doit être invitée à la Table nationale permanente. (Ministère des Ressources naturelles, 2003)

Les consultations concernent tout sujet sur la gestion des forêts, allant des orientations, politiques et programmes généraux de gestion et de mise en valeur du milieu forestier jusqu'aux critères d'évaluation des performances forestières. Grâce aux consultations, il est possible pour le ministère de mieux connaître les valeurs et besoins des groupes concernés et ainsi établir des orientations et objectifs qui concilient les diverses attentes conformément à l'intérêt général québécois. De plus, les groupes concernés peuvent quant à eux mieux connaître les enjeux de la gestion du territoire forestier. (Ministère des Ressources naturelles, 2003)

b. *Stratégie d'aménagement durable des forêts*

La *Stratégie d'aménagement durable des forêts* a été publiée en 2015 par le MFFP et s'articule autour de six défis, dont deux tournent autour de l'acceptabilité sociale, soit le premier et le sixième défi. Ceux-ci sont présentés avec leurs orientations et objectifs dans le tableau 1.5 ci-après. Seulement les actions ayant une influence sur le processus de consultation et participation publiques ont été gardées pour le tableau.

**Tableau 1.5 Résumé des orientations et objectifs du premier et du sixième défi de la *Stratégie d'aménagement durable des forêts*** (inspiré de : MFFP, 2015).

Défi 1 : « Une gestion et un aménagement forestier qui intègrent les intérêts, les valeurs et les besoins de la population québécoise, dont les nations autochtones »		
Orientations	Objectifs	Actions
<b>1. Dialoguer avec la population, dont les communautés autochtones, sur la gestion et l'aménagement du milieu forestier.</b>	1. Préciser les intérêts, les valeurs, les besoins et les attentes de la population	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effectuer des enquêtes/ veilles stratégiques pour suivre l'évolution des valeurs/besoins/attentes chez la population</li> </ul>
	2. Investir dans l'information et l'éducation forestières dans le but de répondre aux préoccupations de la population et du milieu social	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir, encourager et prendre part à des initiatives et activités d'information et d'éducation forestière.</li> <li>Concevoir et diffuser des outils d'information.</li> </ul>
<b>2. Permettre aux citoyens, aux collectivités locales et aux communautés autochtones de prendre part activement à la gestion forestière régionale.</b>	1. Confier aux municipalités régionales de comté ou aux organismes compétents des responsabilités de gestion intégrée des ressources et du territoire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la mise en œuvre de projets définis dans les plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire.</li> <li>Appuyer la mise sur pied et le fonctionnement des tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire.</li> </ul>
	2. Améliorer la qualité de la participation des acteurs du milieu forestier à la planification de l'aménagement forestier	<ul style="list-style-type: none"> <li>Transmettre l'information nécessaire à la planification de l'aménagement forestier intégré aux participants des tables locales.</li> <li>Faire participer des experts, lorsque demandé.</li> </ul>
	3. Offrir aux collectivités locales et aux communautés autochtones de possibilités de participer à la gestion et à la mise en œuvre du milieu forestier.	
<b>3. Intégrer les droits, les intérêts, les valeurs et les besoins des communautés autochtones dans la gestion et l'aménagement des ressources et du territoire forestier</b>	1. Favoriser la participation des communautés autochtones à la gestion et à l'aménagement durable du territoire forestier	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place des tables de discussion pour faciliter la prise en considération des enjeux autochtones.</li> </ul>

**Tableau 1.5 Résumé des orientations et objectifs du premier et du sixième défi de la *Stratégie d'aménagement durable des forêts* (suite)** (inspiré de : MFFP, 2015).

Défis 6 : « Une gestion forestière durable, structurée et transparente »		
Orientations	Objectifs	Actions
<b>1. Progresser en aménagement durable des forêts à l'aide de connaissances et d'outils, et en rendre compte</b>	1. Favoriser l'acquisition et une diffusion des connaissances pour progresser en aménagement durable des forêts	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer un plan de gestion des connaissances (acquisition de données, développement des connaissances et reddition de compte)</li> </ul>
	2. Communiquer les progrès accomplis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en ligne le bilan quinquennal de l'aménagement durable des forêts. (reddition de compte sur la mise en œuvre de la stratégie, analyse des résultats obtenus)</li> <li>• Utiliser différentes tribunes pour le faire connaître.</li> </ul>

La table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire dont il est question à la deuxième orientation du premier défi doit être mise en place en vertu de l'article 55 de la LADTF. Tel qu'il est formulé dans la loi, la table a pour but :

« [...] assurer une prise en compte des intérêts et des préoccupations des personnes et organismes concernés par les activités d'aménagement forestier planifiées, de fixer des objectifs locaux d'aménagement durable des forêts et de convenir des mesures d'harmonisation des usages. » (LADTF)

Tout au long du processus de planification, les membres de la table peuvent exprimer leurs besoins et leurs préoccupations pour pouvoir convenir d'objectifs locaux d'aménagement durable adaptés à leur situation. (LADTF, MFFP, 2015)

Les tables de discussion pour la prise en compte des enjeux des communautés autochtones dont il est question à la troisième orientation du premier défi sont mises en place pour faciliter le processus de consultation avec les autochtones. Le processus de collaboration et de consultation doit donc être convenu avec les communautés pour que celui-ci soit adapté à leur culture. Ce processus doit les encourager à communiquer leurs intérêts et à participer aux activités de participation, comme aux tables locales de gestion intégrée. (MFFP, 2015)

#### c. Plans d'aménagement forestier intégré

Deux plans d'aménagement forestier intégrés doivent être élaborés par le ministre pour chacune des unités d'aménagement, en vertu de l'article 54 de la LADTF, soit un plan tactique et un plan opérationnel.

En résumé, le plan tactique contient entre autres les possibilités forestières, les objectifs et les stratégies d'aménagement forestier pour une unité d'aménagement, et ce pour période de cinq ans. Le plan opérationnel contient quant à lui principalement les secteurs d'intervention et les mesures d'harmonisation des usages, et est parfois mis à jour pour y intégrer les nouveaux secteurs d'intervention. Les plans doivent être élaborés en collaboration avec les tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire des unités d'aménagement concernées. (*LADTF*)

#### **1.4 Exemples d'application de stratégies de participation du public**

Cette section décrit des exemples concrets d'application de stratégies de consultation et de participation publiques pour l'insertion d'un projet. Trois exemples de projets sont donnés, les deux premiers reposant sur des rapports du BAPE. La première démarche est un succès en matière d'acceptabilité sociale alors que le deuxième s'insère plus difficilement dans son milieu d'accueil. Le troisième exemple en est un d'analyse de perception utilisée à Montréal et ayant bien fonctionné.

##### **1.4.1 Projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour**

Le premier exemple est un projet d'installation de liquéfaction de gaz naturel pour lequel une enquête et une audience publique du BAPE ont eu lieu en 2015, cinq séances publiques ayant été tenues en février et en mars de la même année. Ce projet a été jugé acceptable par le BAPE et les démarches de consultation entreprises par le promoteur ont été généralement bien reçues selon les commentaires des participants aux séances. En effet, plusieurs participants ont souligné la qualité du travail, le respect et la transparence du promoteur envers les acteurs du milieu, incluant la population locale et la communauté autochtone abénakise. La mise en œuvre de la première phase du projet est prévue pour 2018. Par conséquent, cette section ne contient pas d'information sur la satisfaction du milieu par rapport à la mise en œuvre du projet, mais les mécanismes de suivi prévus par le promoteur sont décrits. (BAPE, 2015a)

D'abord, le promoteur a débuté sa démarche en organisant 30 rencontres avec les parties prenantes, lesquelles ont eu lieu entre mars et septembre 2014. Parmi les rencontres, 3 tables rondes ont été tenues de même que deux rencontres ouvertes aux citoyens. Avec les préoccupations recueillies, le promoteur a prévu élaborer un programme d'engagement social en concertation avec le milieu au début des travaux de construction. Le programme comprendra des actions qui couvriront quatre secteurs, soit l'environnement, la santé et les services sociaux, l'éducation et la recherche, et enfin les arts. De plus, le promoteur s'est engagé à participer à la création d'un programme de formation technique en collaboration avec le centre local de développement de la MRC de Bécancour. En plus de cette démarche,



il s'est aussi beaucoup engagé déjà dans le milieu d'accueil en adhérant à plusieurs organisations et comités locaux impliqués dans le développement de la région. (BAPE, 2015a)

Concernant les mécanismes de suivi, le promoteur prévoit mettre sur pied un comité de suivi au début des travaux de construction des installations. Le rôle du comité sera surtout le partage d'information concernant les activités du promoteur en plus de contribuer au programme d'engagement social et au développement du système de sécurité. Il est prévu que le comité de suivi soit composé de représentants des diverses parties prenantes, comme de la ville de Bécancour, de la communauté autochtone abénakise, des citoyens des municipalités concernées et des organismes environnementaux et à vocation économique. La mise en place d'un système de gestion des plaintes de la population est également prévue, laquelle sera un objet à discuter au sein du comité de suivi. De plus, les résultats des suivis effectués au cours du projet seront rendus publics et disponibles par le promoteur. (BAPE, 2015a)

#### **1.4.2 Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville**

Le second exemple est un projet de parc éolien s'inscrivant dans la *Stratégie énergétique du Québec 2006-2015*. Les audiences publiques du BAPE ont eu lieu en 2015, cinq séances ayant été tenue du 19 mai au 21 2015 et six autres séances du 16 au 19 juin 2015. Le projet de parc éolien Saint-Cyprien est un projet s'insérant plus difficilement dans son milieu. L'adhésion de la communauté d'accueil au projet est d'ailleurs une condition à remplir avant d'avoir l'autorisation du BAPE. Un aspect important à comprendre est le contexte particulier entourant le projet, puisque celui-ci est une reprise du projet de parc éolien de la municipalité de Saint-Valentin ayant été rejeté par la municipalité d'accueil en 2009, et repris en 2010 à Saint-Cyprien-de-Napierville. L'historique du milieu fait donc que les conditions de départ pour l'atteinte de l'acceptabilité sociale étaient difficiles, le projet étant mal reçu depuis plusieurs années. (BAPE, 2015b)

Plusieurs activités d'information et de consultation ont été entreprises par le promoteur depuis le début du projet à Saint-Valentin. En s'en tenant seulement aux activités entreprises pour le projet Saint-Cyprien, cinq activités différentes ont été mises en œuvre de juin 2014 à janvier 2015. D'abord, une rencontre citoyenne a été tenue sur le site du projet à Saint-Cyprien-de-Napierville en juin 2014. À la suite de cela ont eu lieu des visites du parc éolien pour les conseillers municipaux en octobre et en mars 2015. Du porte-à-porte a également été mené par le promoteur entre novembre 2014 et février 2015, et enfin un bureau a été ouvert et un comité consultatif a été monté en janvier 2015. Le comité a été monté pour être le mécanisme de suivi et de vigilance communautaire, maintenant un canal d'échange avec les acteurs du milieu. Les membres sont des représentants des différentes parties prenantes, tels que des citoyens des municipalités de Saint-Cyprien-de-Napierville et de Saint-Bernard-de-Lacolle, de même que le chef du

conseil Mohawk de Kahnawake, et des représentants de deux groupes environnementaux. Des outils d'information ont également été mis en place par le promoteur, soit un site Web, des vidéos promotionnelles, une page Facebook, des annonces dans les journaux et des entrevues avec les médias. (BAPE, 2015b)

Plusieurs commentaires des participants aux séances du BAPE soulignent que le promoteur a mis en marche sa démarche d'information et de consultation trop tard dans le projet. Entre autres, certains jugent que le comité consultatif n'a pas été très utile dans la planification puisque celui-ci a été formé alors que le projet était déjà bien défini. D'autres commentaires sur la démarche du promoteur concernent les techniques utilisées. Plusieurs n'ont pas senti qu'il y avait de véritables échanges et que c'était plus de la communication et de la promotion de projet. Le manque de prise en compte des municipalités voisines est également un élément récurrent dans le rapport du BAPE, dont entre autres le manque de consultation et de compensation de ces municipalités, se situant très près du site du parc éolien. (BAPE, 2015b)

#### **1.4.3 Projet d'aménagement urbain à Montréal**

Le dernier exemple en est un d'analyse de perception ayant bien fonctionné dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal de la ville de Montréal. Le but du projet était de décider avec la population de l'utilisation des terrains dans l'arrondissement après d'importants travaux de réaménagement. Ce type de projet ne soulève évidemment pas autant d'enjeux d'acceptabilité sociale que les deux exemples précédents, mais il s'agit tout de même d'un exemple concret de la stratégie de participation privilégiée par Caron-Malenfant et Conraud dans leur *Guide pratique de l'acceptabilité sociale*. Ce projet est d'ailleurs présenté à la fin du guide. (Caron-Malenfant et Conraud, 2009)

La démarche a été mise en œuvre en trois grandes étapes. La première étape a été un appel à tous d'une durée d'un mois où la population pouvait laisser des suggestions d'utilisation des terrains sur un site Web, une ligne téléphonique et au bureau de l'arrondissement. À la fin de l'appel à tous, toutes les propositions ont été mises en ligne pour consulter. La seconde étape a été de rendre disponible au public les hypothèses d'utilisation des terrains inspirées des suggestions émises à la première étape. Cette étape a été mise en œuvre trois semaines avant la journée de concertation, pour laisser le temps à tous de bien de se préparer. Enfin, la dernière étape a été une journée de concertation avec tous les groupes intéressés, incluant les citoyens. L'ordre du jour de la journée de concertation que Caron-Malenfant et Conraud ont présenté dans leur guide est le suivant :

- a. Accueil;
- b. Présentation des hypothèses;
- c. Évaluation individuelle des hypothèses par questionnaire;
- d. Traitement des questionnaires avec l'analyse systémique des perceptions;
- e. Présentation des résultats de l'évaluation et identification des thématiques à débattre en tables rondes;
- f. Discussion en tables rondes et formulation de recommandations;
- g. Présentation des recommandations et évaluation individuelle de ces recommandations par questionnaire;
- h. Traitement des questionnaires avec l'analyse systémique des perceptions;
- i. Présentation des résultats et mot de la fin. (Caron-Malendant et Conraud, 2009)

## 2 REVUE DE LITTÉRATURE SUR LA CONSULTATION ET LA PARTICIPATION PUBLIQUES DANS LE DOMAINE MINIER

Le présent chapitre présente les aspects les plus intéressants pour les processus de consultation et de participation publiques dans le domaine minier. Tout d’abord, le premier élément présenté est la récente vision stratégique du développement minier au Québec. Cette nouvelle vision permet de situer l’acceptabilité sociale dans le domaine minier. Par la suite, le chapitre contient une description plus détaillée des mécanismes de consultation prévus dans la législation, avec la *Loi sur les mines* et la *Loi sur l’aménagement et l’urbanisme* (LAU). Le tout est suivi des principaux éléments de la consultation des communautés autochtones. Enfin, le chapitre se termine avec des exemples de projets dans le domaine minier ayant utilisé des outils de consultation et de participation publiques.

### 2.1 Vision stratégique du développement minier au Québec

En 2016, le MERN a publié sa *Vision stratégique du développement minier au Québec*, dont une des trois orientations adoptées est directement en lien avec la consultation et la participation publiques, soit la promotion de la participation citoyenne et de la transparence. Les objectifs et les actions de cette orientation sont présentés dans le tableau 2.1 ci-dessous.

**Tableau 2.1 Objectifs et actions de l’orientation 3 de la *Vision stratégique du développement minier au Québec* : Promouvoir la participation citoyenne et la transparence** (inspiré de : MERN, 2016, p.39).

Objectifs	Actions
<b>1. Promouvoir la responsabilité sociale des entreprises</b>	Contribuer à l’élaboration d’une certification en développement durable dans le secteur de l’exploration minière au Québec
	Créer des indicateurs de suivi des impacts sociaux des projets miniers
	Suivre l’évolution de la main d’œuvre dans le secteur minier
	Appliquer les critères d’investissement responsable aux projets soumis au fonds Capital Mines
<b>2. Mettre en œuvre la <i>Loi sur les mines</i></b>	Se donner un cadre d’évaluation des nouvelles dispositions de la <i>Loi sur les mines</i>
<b>3. Favoriser une cohabitation harmonieuse de l’activité minière avec les autres utilisations du territoire</b>	Présenter des orientations en matière d’aménagement et assurer le suivi de la délimitation des territoires incompatibles avec l’activité minière
	Identifier les conditions pouvant permettre aux instances exerçant des compétences municipales sur le territoire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois de délimiter des territoires incompatibles avec l’activité minière

**Tableau 2.1 Objectifs et actions de l'orientation 3 de la *Vision stratégique du développement minier au Québec : Promouvoir la participation citoyenne et la transparence (suite)* (inspiré de : MERN, 2016, p.39).**

Objectifs	Actions
<b>4. Mieux circonscrire les facteurs qui influencent l'acceptabilité sociale</b>	Financer des projets de recherche sur la perception de l'industrie minière par la population et l'acceptabilité sociale
<b>5. Tenir compte des facteurs d'acceptabilité sociale dans l'analyse des projets miniers</b>	Mettre en place une stratégie d'intervention auprès des municipalités, des citoyens et des communautés autochtones
<b>6. Trouver des solutions au navettage aéroporté et aider les municipalités à répondre aux besoins d'infrastructures et de services créés par les projets miniers</b>	
<b>7. Engager les Autochtones dans la mise en valeur des ressources minérales</b>	Conclure de nouvelles ententes sur les fonds miniers autochtones
<b>8. Favoriser l'embauche des travailleurs locaux et des travailleurs autochtones</b>	Accompagner les sociétés minières pour favoriser l'embauche de main-d'œuvre locale sur les chantiers des grands projets miniers
<b>9. Rendre la formation dans le domaine minier davantage accessible dans les régions minières</b>	Offrir de la formation à distance dans le domaine minier
<b>10. Préciser les modalités de consultation des communautés autochtones</b>	Adopter une politique de consultation des communautés autochtones propre au secteur minier
<b>11. Mettre en place des mesures favorisant la transparence</b>	Mettre en œuvre la <i>Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière</i>
	Publier les déclarations annuelles relatives à la quantité et à la valeur du minerai extrait au Québec

Un des points intéressants abordés dans la troisième orientation de la vision stratégique du développement minier est la situation du domaine minier en matière d'acceptabilité sociale. Deux aspects par rapport à l'acceptabilité sociale sont relevés dans la vision stratégique, soit la perception de l'industrie minière par la population (objectif 4), et les facteurs influençant l'acceptabilité sociale (objectif 5).

Dans le quatrième objectif, il est indiqué que la perception des activités minières par la population est généralement négative, entre autres en raison des sites abandonnés, des contaminations, des constats d'infraction, ou encore des manques en responsabilité sociale (MERN, 2016). De l'avis de monsieur Cédric Bourgeois, président de Transfert Environnement et Société, l'attitude des citoyens vis-à-vis des projets miniers n'est pas nécessairement difficile, mais le passé social influence l'attitude de départ de la communauté d'accueil (C. Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Madame Sylviane Legault, coordonnatrice du CSCM, est également d'avis que généralement les citoyens ne sont pas

nécessairement contre les projets miniers, mais selon elle ceux-ci sont plutôt contre les conditions d'exploitation qui entraînent des nuisances (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016). Les mauvaises pratiques des exploitants auront donc une influence sur l'acceptabilité sociale d'un projet minier, mais également sur celle des projets futurs, ces pratiques alimentant la perception négative du secteur minier selon le MERN (MERN, 2016).

Le cinquième objectif traite de la prise en compte des facteurs d'acceptabilité sociale dans l'analyse des projets miniers. En interprétant le contenu de la vision stratégique, ce qui est entendu par « facteurs d'acceptabilité sociale » semble être les conditions relatives à l'acceptabilité sociale d'un projet. L'objectif vise donc à s'assurer que les entreprises minières tentent véritablement de réduire les impacts sociaux négatifs des projets sur les communautés d'accueil (MERN, 2016). Dans le livre vert publié par le gouvernement du Québec à la suite du chantier sur l'acceptabilité sociale, certaines suggestions sont présentées pour assurer la prise en compte des facteurs d'acceptabilité sociale. Parmi celles-ci, il est suggéré d'envisager la prise en compte des facteurs d'acceptabilité sociale des projets miniers dans la planification de l'utilisation du territoire. Le livre vert insiste également sur l'importance du respect des engagements en matière de remise en état d'un site, après la fermeture d'une mine, sur l'acceptabilité sociale des projets (gouvernement du Québec, 2016).

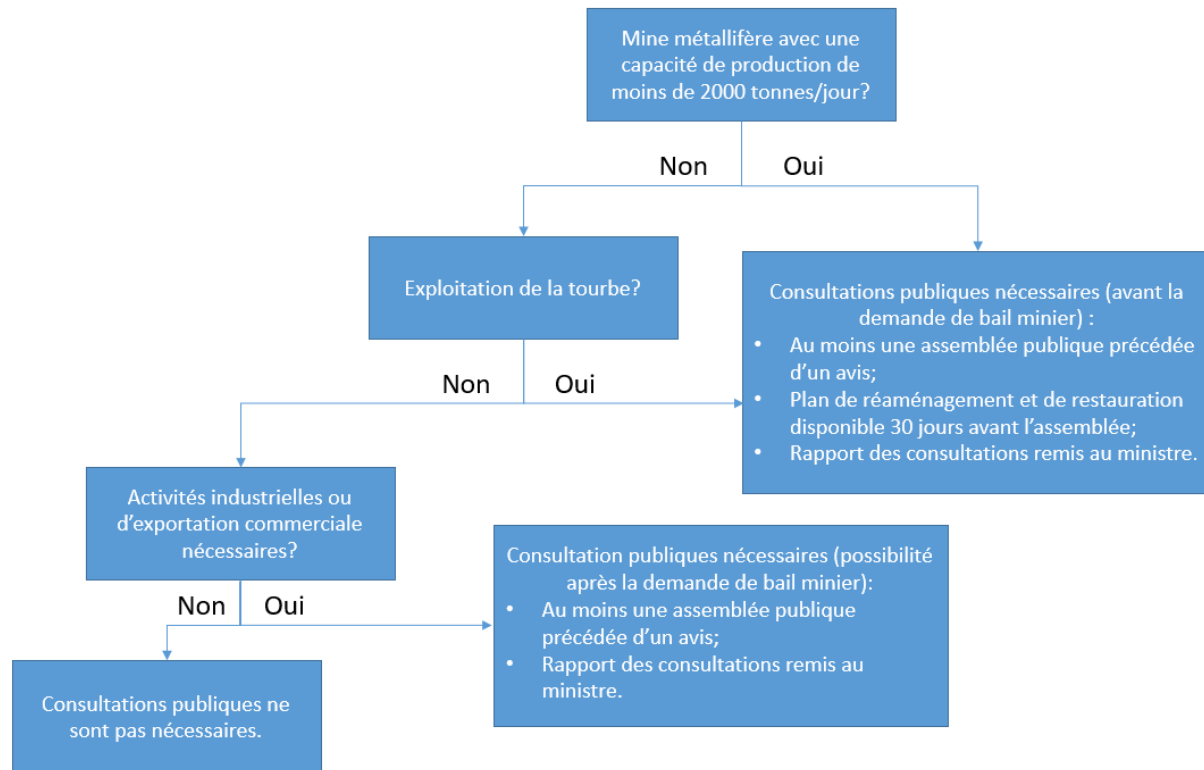
## **2.2 *Loi sur les mines***

Un des objectifs de la vision stratégique du gouvernement est l'application de la *Loi sur les mines*. En effet, cette loi contient désormais plusieurs articles pertinents en matière de transparence et de consultation et de participation publiques, surtout depuis la mise en vigueur des articles concernant le comité de suivi et les consultations publiques.

### **2.2.1 Les consultations publiques**

Les articles 101.0.1 et 140.0.1 fixent les activités pour lesquelles un processus de consultation publique est nécessaire, lesquels sont interprétés sous forme de schéma à la figure 2.1. D'abord, en vertu de l'article 101.0.1, s'il s'agit d'un projet d'exploitation d'une mine métallifère avec une capacité de production de moins de 2000 tonnes métrique par jour, le processus de consultation de la région où se situe le projet doit se faire avant la demande de bail minier. Au moins 30 jours avant cette consultation, le plan de réaménagement et de restauration doit être rendu disponible au public. Ce plan, conformément à l'article 232.3, contient principalement la description des travaux de réaménagement et de restauration prévus pour remettre le terrain où le projet a eu lieu dans un état satisfaisant. Un rapport des consultations menées doit être remis au MERN et au MDDELCC. Une autre situation où une consultation publique de la

région où s'insère le projet est nécessaire est, en vertu de l'article 140.1, si le bail vise l'exploitation de la tourbe, ou est nécessaire à une activité industrielle ou une activité d'exportation commerciale. Dans ce cas par contre, la consultation peut être menée après la demande de bail. (*Loi sur les mines*)



**Figure 2.1 Interprétation schématisée du contenu de la *Loi sur les mines* sur la consultation publique.**

Le RSM fixe aux articles 39.1 et 39.2 les modalités de la consultation publique dont il est question au paragraphe précédent. La seule activité de consultation publique exigée par le règlement est la tenue d'une assemblée publique, laquelle doit être annoncée grâce à un avis publié dans un quotidien ou un hebdomadaire de la région où s'insère le projet, au moins 30 jours avant l'activité. L'avis doit contenir entre autres une description du projet, l'endroit où trouver la documentation sur le projet et les moyens et délais pour soumettre des commentaires. Les personnes peuvent transmettre des commentaires écrits jusqu'à 30 jours après l'assemblée publique. Une copie de l'avis doit être transmise directement aux municipalités concernées et aux communautés autochtones consultées par le gouvernement, de même qu'au MERN et au MDDELCC. L'article 39.2 indique simplement qu'au cours de l'assemblée publique, le projet doit être présenté aux participants et ces derniers doivent par la suite être écoutés, si ceux-ci veulent s'exprimer. Il est également précisé dans l'article que l'assemblée doit être enregistrée. (*RSM*)

L'article 39.3 du règlement indique quant à lui le contenu du rapport devant être remis au ministre en vertu de l'article 101.0.1 vu un peu plus tôt. Le rapport doit notamment inclure les demandes soumises au cours du processus de consultation par la population et les communautés autochtones concernées, de même que la réponse du promoteur à celles-ci. Si le ministre juge que les consultations n'ont pas été menées de manière conforme au RSM, des mesures supplémentaires peuvent être exigées. (*RSM; Loi sur les mines*)

### 2.2.2 Le comité de suivi

En vertu de l'article 101.0.3 de la *Loi sur les mines*, dans les 30 jours de la délivrance du bail minier, le locataire doit mettre sur pied un comité de suivi. Le comité a pour but de favoriser l'implication de la communauté locale à l'ensemble du projet. Certaines composantes du comité sont déjà prévues dans la *Loi sur les mines* et dans le règlement, lesquelles sont résumées dans le tableau 2.2 ci-après. Le contenu du tableau est par la suite présenté plus en détail.

**Tableau 2.2 Résumé des composantes prévues pour le comité de suivi dans la *Loi sur les mines* et le RSM.**

Composantes du comité de suivi	Détails
<b>Membres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indépendants du locataire;</li> <li>• Représentants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• du milieu municipal;</li> <li>• du milieu économique;</li> <li>• des citoyens;</li> <li>• des communautés autochtones.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une rencontre par année;</li> <li>• Un rapport annuel sur les activités et les dépenses du comité.</li> </ul>
<b>Fonctionnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement et soutien technique fournis par le locataire;</li> <li>• Méthode de règlement de différends déterminé à la première rencontre;</li> <li>• Demandes de renseignement transmises au locataire par écrit.</li> </ul>

D'abord, concernant les membres du comité, selon l'article 101.0.3 de la *Loi sur les mines* le locataire doit déterminer le nombre de représentants au comité de même que la manière dont ils seront choisis. Ceux-ci doivent cependant être indépendants du locataire et venir de la région d'accueil du projet. Les représentants de certaines instances et de certains milieux sont tout de même exigés au sein du comité, lesquels sont listés dans le tableau 2.2. De plus, selon l'article 42.1 du RSM, trois conditions non inclusives permettent de déterminer si un membre du comité n'est pas indépendant :



1. s'il est relié financièrement ou souhaiterait l'être avec le locataire;
2. s'il travaille pour le MERN ou le MDDELCC;
3. s'il a travaillé ou est lié (sang, mariage, union civile, adoption) avec quelqu'un qui a travaillé dans les deux dernières années pour le locataire ou une de ses filiales. (RSM)

Les activités minimales et le fonctionnement du comité sont décrits aux articles 42.2 à 42.6 du règlement. Concernant les activités du comité, tel qu'indiqué dans le tableau 2.2 celui-ci doit tenir au moins une rencontre par année. Un compte-rendu de chaque rencontre doit être remis au locataire au plus tard 15 jours après celle-ci. Le comité doit également produire une partie du rapport annuel devant être publié par le locataire, soit la partie sur les activités du comité. Concernant son fonctionnement, le comité doit d'abord posséder une méthode de prévention et de règlement de différend, lequel doit être déterminé dès la première rencontre. Également, le financement du comité de même que le soutien technique sont fournis par le locataire, celui-ci devant d'ailleurs produire la seconde partie du rapport annuel, sur les dépenses du comité, qu'il doit publier sur un site internet. Les demandes de renseignement ou de document du comité pour le locataire doivent être transmises par écrit, et une réponse doit être reçue dans les 15 jours suivants, avec l'objet de la demande en cas d'approbation, et une justification en cas de refus. (RSM).

### **2.2.3 Les communautés autochtones**

Le chapitre I.1 de la *Loi sur les mines* présente certaines dispositions par rapport à la consultation des communautés autochtones, qui se résument en trois articles. Les deux premiers clarifient l'importance de la consultation des communautés autochtones, rappelant d'abord à l'article 2.1 que celle-ci est obligatoire et que le gouvernement doit consulter ces communautés de manière distincte selon les circonstances. Il est également ajouté à l'article 2.2 que : « La prise en compte des droits et intérêts des communautés autochtones fait partie intégrante de la conciliation de l'activité minière avec les autres possibilités du territoire ». Enfin, le troisième article concerne quant à lui la production d'un document par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, soit la *Politique de consultation des communautés autochtones propre au secteur minier*. Ce chapitre de la loi datant de 2013, la politique n'a pas encore été rendue publique, mais elle le sera et sera tenue à jour en vertu de l'article 2.3. (*Loi sur les mines*)

D'après la vision stratégique du développement minier, il est prévu que la politique de consultation soit faite conformément au *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones*. Ce guide a été publié par le gouvernement du Québec en réponse à l'obligation de la Cour suprême du Canada de consulter et d'accommoder s'il le faut les communautés autochtones, lorsqu'une action susceptible

d'avoir un impact sur ces communautés est envisagée. Il y est proposé des principes de base de même qu'une démarche de consultation à l'intention des ministères et autres organismes gouvernementaux. (MERN, 2016)

Le guide intérimaire propose d'abord une série de questions permettant de déterminer si une action est susceptible d'avoir un impact sur les droits revendiqués par les communautés autochtones, par exemple si des droits de chasse et de piégeage sont reconnus sur le territoire, ou encore comment les autochtones utilisent le territoire. Par la suite, le guide fait une liste de principes que la démarche de consultation doit respecter, les principaux étant les suivants :

- Amorcer la démarche le plus possible en amont du processus décisionnel;
- Faire preuve de bonne foi et d'ouverture;
- Pour les communautés autochtones, faire connaître leurs intérêts clairement à l'égard de l'action envisagée;
- Pour toutes les parties, rechercher des solutions d'accommodement;
- Composer avec les contraintes légales et de temps, tout en laissant un délai raisonnable pour une bonne consultation. (Gouvernement du Québec, 2008)

Le guide décrit également une démarche de consultation en trois grandes étapes, soit l'élaboration du processus de consultation, la mise en œuvre de la consultation et enfin l'analyse de la consultation. Pour la première étape, celle-ci se fait avec les conseils de bande qui représentent les communautés autochtones. Le guide présente certains conseils pour assurer une planification bien adaptée, comme entre autres d'utiliser des moyens adaptés aux conseils, par exemple en traduisant la documentation, et de leur laisser une période de temps pour analyser l'information reçue. Il est également recommandé de consulter les conseils de bandes de manière distincte des autres citoyens et de planifier avec eux un échéancier flexible. La seconde étape est relativement simple puisqu'il s'agit d'appliquer ce qui a été convenu avec les conseils de bande à la première étape. Il est possible de valider l'information recueillie avec eux lorsque certains éléments manquent de clarté. La troisième étape, soit l'analyse de la consultation, peut se faire selon le guide en se posant certaines questions dont les réponses devraient avoir été recueillies au cours du processus. En résumé, les questions portent à savoir si l'action envisagée aura des impacts sur l'utilisation du territoire par les communautés autochtones, par exemple sur les sites patrimoniaux, la nature, et la disponibilité des ressources. À la suite de cette analyse, le ministère devrait être en mesure de savoir s'il doit trouver des mesures d'accommodement pour limiter les impacts. (Gouvernement du Québec, 2009)

Il est à noter que le guide intérimaire est assorti d'un programme de financement. Appelé Fonds d'initiatives autochtones II (FIA II), volet soutien à la consultation, ce programme permet le financement de la participation des nations ou des communautés autochtones aux processus de consultation initiés par le gouvernement du Québec. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2012)

### **2.3 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme**

Le troisième objectif présenté dans le tableau 2.1 réfère à une modification dans la *Loi sur les mines* permettant la délimitation de territoires incompatibles avec l'exploitation minière dans les schémas d'aménagement et de développement des municipalités régionales de comté (MERN, 2016). L'article en question, soit l'article 304.1.1, est visible, mais n'est pas encore en vigueur. Il y est stipulé qu'il ne peut pas y avoir de prospection, de recherche, d'exploration et d'exploitation minière sur un territoire incompatible avec l'activité minière délimité dans un schéma d'aménagement et de développement, conformément à la LAU (*Loi sur les mines*).

Selon le contenu de la *Vision stratégique du développement minier au Québec*, des orientations en matière d'aménagement seront recommandées au gouvernement par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et le MERN, lesquelles contiendront entre autres une liste d'activités susceptibles de justifier la délimitation d'un territoire incompatible avec l'activité minière (MERN, 2016). En effet, ce n'est pas n'importe quel territoire qui pourra être délimité ainsi, comme l'indique l'article 304.1.1 de la *Loi sur les mines*, un territoire incompatible étant un territoire sur lequel la viabilité des activités serait compromise par les impacts engendrés par l'activité minière (*Loi sur les mines*).

Or, la LAU prévoit des consultations publiques en cas de révision ou de changement du schéma d'aménagement et de développement. Dans les deux cas, la loi prévoit que des assemblées publiques soient tenues, soit une pour le territoire au complet, et une dans chaque municipalité qui la demande. Un avis doit être publié dans un journal distribué dans la région concernée par le schéma, au moins 15 jours avant l'assemblée dans le cas d'une modification, et 30 jours dans le cas d'une révision du schéma. L'avis doit être accompagné d'un résumé des effets de la modification ou de la révision sur le territoire concerné, celui-ci pouvant cependant être envoyé d'une autre manière, comme par courrier. L'avis mentionne aussi où les documents peuvent être consultés. Au cours de l'assemblée, les modifications apportées et leurs effets sur les plans, les règlements municipaux et les schémas sont expliqués, et les personnes et organismes voulant s'exprimer sont entendus. (LAU)

## 2.4 Exemples de démarches de consultation et de participation publiques dans le domaine minier

Cette sous-section présente trois différents exemples de projet minier ayant utilisé des démarches de consultation et de participation publiques. Deux de ces trois exemples ont fait face à une situation difficile en matière d'acceptabilité sociale, soit la mine aurifère Canadian Malartic et le projet de mine d'apatite de Mine Arnaud. Le dernier exemple est quant à lui un projet dont la démarche d'insertion sociale fut généralement bien reçue, malgré l'ampleur du projet, soit le projet Dumont de Royal Nickel Corporation (RNC).

### 2.4.1 Mine aurifère Canadian Malartic

Le projet Canadian Malartic vise à exploiter à ciel ouvert le gisement aurifère situé à la ville de Malartic en Abitibi-Témiscamingue. Ce gisement avait déjà été exploité par le passé de 1935 jusque dans les années 1980. Par la suite, la ville a été durement affectée économiquement par la cessation des activités minières. C'est dans les années 2000 que la corporation minière Osisko a décidé de présenter son projet d'exploitation du gisement, la reprise des activités minière impliquant le déménagement du quartier sud de la ville. La démarche d'insertion du projet est schématisée à la figure 2.2 ci-après, celle-ci allant de l'annonce du projet jusqu'au début de l'exploitation de la mine. Il est intéressant de noter que le déménagement du quartier sud de la ville a débuté avant la décision finale du BAPE, ce qui fût une source de frustration chez les citoyens. (Institut national de santé publique du Québec [INSPQ], 2015)



**Figure 2.2 Schéma des étapes de la démarche d'insertion du projet d'exploitation de la mine aurifère Canadian Malartic** (inspiré de : INSPQ, 2015).

Le projet de reprise des activités minières et du possible déménagement du quartier sud de la ville a été annoncé à la population dans le cadre d'une rencontre publique à l'église de la ville. Les réactions à l'annonce du projet ont été assez polarisées, plusieurs étant heureux en raison de la création d'emploi

alors que d'autres étaient sceptiques et inquiets en raison du manque d'information. Selon l'INSPQ, le climat social de la ville se serait altéré suite à l'annonce du projet en raison des opinions polarisées au sein de la population. À la suite de cette annonce, des négociations de gré à gré ont commencé avec les citoyens pour relocaliser le quartier sud de la ville. Ces négociations ont, selon l'étude de l'INSPQ, créé des tensions entre les citoyens, entre autres parce qu'ils ont eu l'impression qu'il y avait des gagnants et des perdants et qu'il n'y avait pas de règles claires appliquées à tout le monde. (INSPQ, 2015)

Le groupe de consultation de la communauté a été mis sur pied en 2006 et avait pour but de répondre aux interrogations des résidents et effectuer la gestion des plaintes et requêtes concernant le projet. Le promoteur siégeait au sein de ce groupe avec les représentants des citoyens et de la Ville. Selon le rapport du BAPE, le fonctionnement du groupe a cependant été insatisfaisant, le Forum de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM étant d'avis que la cause de ce mal fonctionnement était entre autres parce que le groupe semblait dirigé par le promoteur. (BAPE, 2009)

Le CSCM est quant à lui un organisme à but non lucratif qui a été formé en 2009 à la suite des audiences publiques du BAPE et aux demandes des citoyens. La formation du comité est une initiative de la mine, mais elle a été prise en charge par un tiers indépendant, dans ce cas la chaire universitaire en entrepreneuriat minier de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)-Université du Québec à Montréal (UQAM) (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016). Le rôle du comité, selon Sylviane Legault, coordonnatrice du comité, est de mettre de l'avant les préoccupations des citoyens et de veiller à leur qualité de vie (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016). Il agit comme agent de liaison entre la population et la Mine Canadian Malartic, en informant les citoyens de l'évolution, en écoutant ceux-ci s'ils vivent des inconvénients en lien avec l'exploitation minière et en cherchant des solutions satisfaisantes pour les parties impactées (CSCM, s. d.). Le comité est composé du conseil d'administration et d'un coordonnateur. Le conseil d'administration est composé de représentants de divers intervenants, soit entre autres du secteur minier, de résidents de la ville, d'un organisme environnemental et du milieu universitaire (CSCM, s. d.). Le comité de suivi bénéficie d'un financement global par la compagnie minière, mais il est autonome en termes de planification et de réalisation des dépenses nécessaires au bon fonctionnement du comité. Le contact avec la compagnie est maintenu grâce à des rencontres mensuelles auxquelles participe un membre de la direction de la mine, généralement le directeur en développement durable (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016).

Malgré la mise en place du comité de suivi, l'étude de l'INSPQ révèle que chez les citoyens de Malartic, la plupart sont insatisfaits des mesures prises en matière de transparence, d'ouverture et d'équité, principes

clés pour une bonne acceptabilité sociale. Parmi les résultats de l'étude, un grand nombre de citoyens trouvaient qu'il manquait d'information divulguée sur les effets de la mine entre autres, et que le comité de suivi n'aidait pas à la transparence (INSPQ, 2015). Sylviane Legault, coordonnatrice du comité, est également d'avis que le comité de suivi pourrait être mieux utilisé, mais que la méfiance des citoyens est souvent un frein. Ceux-ci reconnaissent l'utilité du comité, mais le lien de confiance n'est pas encore présent. Selon madame Legault, clarifier le rôle et le mécanisme de résolution de conflit du comité en plus de prévoir des fonds pour pouvoir répondre aux requêtes pourrait aider à son efficacité (S. Legault, rencontre Skype 11 février 2016). Concernant l'ouverture, le manque noté concernait principalement les autorités municipales et non l'entreprise minière et le comité de suivi. En effet, il est précisé dans l'étude que les autorités municipales semblaient fermées vis-à-vis des citoyens qui posaient des questions aux séances publiques et au conseil municipal. Les séances publiques organisées et dirigées conjointement avec le pouvoir municipal ont d'ailleurs été un problème pour plusieurs (INSPQ, 2015).

#### 2.4.2 Projet Dumont de Royal Nickel Corporation

Le projet Dumont est un projet d'exploitation minière d'un gisement de nickel situé dans le secteur rural entre Launay et Trécesson, à 25 kilomètres d'Amos en Abitibi-Témiscamingue. Il est prévu que le projet Dumont devienne l'un des cinq plus grands producteurs de nickel au monde. RNC a mis en marche sa démarche d'information et de consultation en 2011, dès les premières étapes de développement du projet. Celle-ci est résumée au tableau 2.3 présentant les phases du projet et les activités principales tenues durant ces phases. (RNC, 2014; RNC, 2015)

**Tableau 2.3 Démarche de consultation réalisée par RNC dans le cadre du projet Dumont** (Inspiré de : RNC, 2014, p.19).

Période couverte	Phase de consultation	Activités de consultation associées (entre autres)
Février à juin 2011	Phase 1 : Information et consultation sur l'étude de pré faisabilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise sur pied du comité consultatif sur l'avancement du projet Dumont</li> <li>• Mise sur pied de la Table municipalités et compagnie</li> <li>• Tenue d'activités d'information et d'échange</li> </ul>
Octobre 2011 à janvier 2012	Rétroaction sur la phase 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tenue d'activités de rétroaction</li> </ul>
Février 2012 à février 2013	Phase 2 : Consultation sur les impacts	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élargissement du comité consultatif</li> <li>• Maintien de la Table municipalités et compagnie</li> </ul>

Les activités d'information et de consultation ont débuté par la formation d'un comité consultatif afin d'informer la communauté sur le projet et de connaître les opinions et préoccupations, ceci afin d'orienter l'évaluation des impacts et d'améliorer le projet en fonction de celles-ci. Le comité était constitué de plusieurs représentants du milieu, comme des organismes socio-économiques, des représentants du voisinage, des associations récréatives et touristiques, et des groupes environnementaux. Le comité a par la suite été élargi en ajoutant des représentants des jeunes et des aînées, afin de participer à l'évaluation des impacts sociaux lors de l'étude d'impact. En plus du comité consultatif, RNC a également mis sur pied une Table municipalités-compagnie afin de créer un lien entre l'entreprise et les élus municipaux des municipalités concernées. Des séances d'information publiques ont également été tenues par l'entreprise pour informer les intéressés de l'avancement du projet en plus de répondre aux questions et d'écouter les commentaires des participants. En plus des séances d'information, l'entreprise a aussi organisé deux journées portes ouvertes pour visiter le site du projet. Enfin, RNC a mis en place différents processus d'information et de consultation avec la Première Nation Abitibiwinni de Pikogan afin d'intégrer les connaissances traditionnelles autochtones au projet. (Royal Nickel Corporation, 2014)

Selon le rapport d'enquête du BAPE, les démarches de consultation du promoteur (RNC) ont été très bien reçues. Le rapport stipule que le projet est généralement appuyé par les participants des séances publiques, et plusieurs croient que les consultations effectuées par le promoteur ont favorisé l'acceptabilité du projet. (BAPE, 2014)

Royal Nickel Corporation a également prévu un programme de suivi incluant le suivi du milieu humain. Parmi les moyens prévus pour maintenir les échanges avec la population, on y trouve entre autres la diffusion d'information dans les médias sociaux, sur le site internet et lors de séances d'information, de même que l'utilisation d'un comité de suivi citoyen. Pour la mise en place du comité de suivi, l'entreprise compte proposer un modèle de composition de comité, lequel sera discuté et approuvé par les participants intéressés. Les modalités et règles de fonctionnement en plus des mandats du comité seront décidées par les membres lors de la première rencontre officielle. Le financement sera assuré par le service de relations communautés de RNC, et les modalités précises pourront être élaborées lors de la mise sur pied du comité. L'entreprise suggère également de diffuser l'ensemble des comptes rendus des rencontres du comité sur le site internet en plus d'un rapport annuel sur leurs travaux. (RNC, 2015)

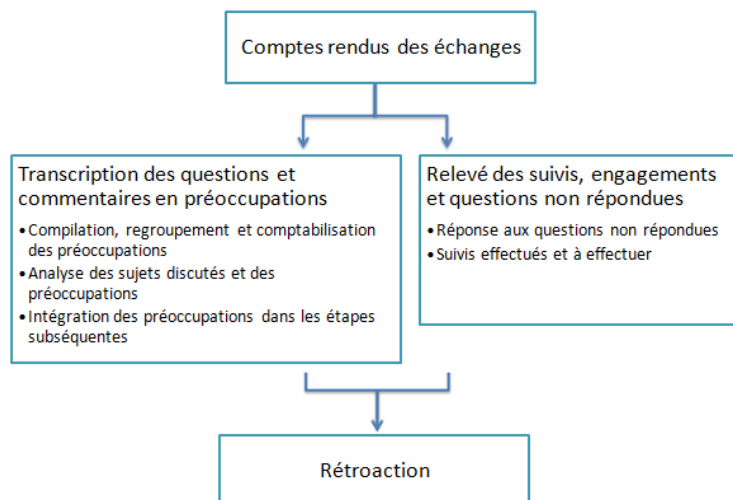
Le programme de suivi de RNC inclut également un comité « d'après-mine » pour la cessation de l'exploitation. Ce comité s'occupera d'associer la communauté socio-économique régionale et les citoyens afin de planifier la fin des activités minières et ainsi prévenir les effets de celle-ci sur la communauté.

L'objectif sera d'atténuer les impacts négatifs que la cessation des activités minières pourrait avoir sur les communautés d'accueil en prenant en considération l'ensemble des enjeux de la fermeture. Il est prévu que le comité soit formé d'une manière similaire au comité de suivi, mais avec une composition orientée vers le milieu socio-économique. Le comité aura un pouvoir de recommandation, et le plan « d'après-mine » élaboré par celui-ci sera réalisé en parallèle avec la révision du plan de réaménagement et de restauration. Ce plan pourra être adapté en fonction des recommandations du comité « d'après-mine ». (RNC, 2015)

### 2.4.3 Projet de mine d'apatite de Mine Arnaud à Sept-Îles

Le projet du promoteur Mine Arnaud est un projet d'exploitation d'un gisement d'apatite localisé à Sept-Îles, dans le canton Arnaud. À la suite de l'enquête du BAPE, il a pu être constaté l'absence d'un consensus social et la polarisation de la population de la communauté d'accueil. De plus, le projet n'a pas été jugé acceptable par le BAPE en 2013, notamment en raison des risques environnementaux (BAPE, 2013). Mine Arnaud a tout de même appliqué une démarche de consultation intéressante. Il s'agit donc d'un bon exemple démontrant comment l'acceptabilité sociale peut être difficile à atteindre dans certains contextes et comment la transparence est un principe clé à respecter.

La préconsultation mise en œuvre par Mine Arnaud peut être divisée en 3 grandes phases, soit les rencontres sectorielles, les ateliers thématiques et les kiosques, et enfin la rétroaction et la validation. L'information sur le projet a été diffusée par plusieurs moyens, tels que l'internet, le courrier, et les journaux. Suite aux activités de consultation, les résultats ont été analysés suivant une méthodologie résumée à la figure 2.3.



**Figure 2.3 Approche méthodologique utilisée par Mine Arnaud pour l'analyse des résultats de la préconsultation** (tiré de : Mine Arnaud, s. d., p.4).



En bref, à la suite des rencontres, les commentaires des participants ont été traduits en préoccupations pour être ensuite comptabilisés dans un tableau d'analyse. Certains engagements ont par la suite été pris par Mine Arnaud afin de répondre à ces préoccupations. Quatre groupes de travail et de discussion sont également prévus par Mine Arnaud afin de maintenir le dialogue, dont le comité consultatif et de suivi et la Table municipalités-entreprise. (Mine Arnaud, s. d)

Malgré les démarches de consultation, l'acceptabilité sociale du projet est loin d'être optimale d'après le rapport d'enquête du BAPE. En effet, il semblerait que la population de Sept-Îles soit polarisée, c'est-à-dire qu'il y a une divergence d'opinions entre les différents groupes sociaux et que cela crée une tension sociale au sein de la ville. Il semblerait également, selon le BAPE, que le lien de confiance avec le promoteur n'a pas su être établi. Ceci serait dû à une étude d'impact incomplète, la nature confidentielle de certaines données, et le sentiment chez les participants de ne pas avoir été écoutés. Le BAPE rappelle d'ailleurs que l'appréhension d'un risque est un facteur important dans l'acceptabilité d'un projet, d'où l'importance d'être transparent dans l'information transmise et méticuleux dans son étude d'impact, les citoyens étant de plus en plus au courant des impacts environnementaux des mines. Le BAPE recommande donc pour l'aspect social de mettre beaucoup d'efforts pour assurer l'efficacité, la crédibilité, la neutralité, le financement et la transparence du comité de suivi de projet de Mine Arnaud. (BAPE, 2013)

### 3 ANALYSE

Cette section présente la revue de l'information présentée dans les deux premiers chapitres en intégrant les concepts spécifiques au domaine minier aux concepts généraux de consultation et de participation du public. Cette section présente d'abord les principes clés ressortis de la revue de littérature essentiels pour une bonne acceptabilité sociale dans le cadre d'un projet minier. L'information est ensuite triée dans la sous-section suivante, en sélectionnant les éléments permettant le respect des principes, de même que les éléments les plus répandus et les plus fonctionnels dans les exemples donnés dans les deux premiers chapitres.

#### 3.1 Principes clés

Les principes clés présentés dans cette sous-section représentent les éléments qui se répètent dans la revue de littérature et qui, s'ils ne sont pas bien appliqués, ont un impact négatif important sur l'acceptabilité sociale. Ces deux principes sont la réelle participation des parties prenantes et la transparence.

##### 3.1.1 La réelle participation des parties prenantes

Le premier principe clé sur lequel toute démarche devrait se baser est la réelle participation des parties prenantes. Ceci peut sembler évident et succinct, mais il est possible de remarquer dans la littérature que les termes « communication », « consultation » et « participation » sont souvent utilisés sans faire de véritables distinctions entre eux. Il est donc pertinent de revenir aux sources et de bien définir les trois termes afin de comprendre où certaines entreprises font des faux pas pouvant affecter l'acceptabilité sociale de leur projet. Le tableau 3.1 présente les définitions des trois termes selon le dictionnaire Larousse.

**Tableau 3.1 Définitions des termes « communiquer », « consulter » et « participer » (Larousse, s. d.).**

Terme	Définition
<b>Communiquer</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Faire savoir quelque chose à quelqu'un, le lui révéler, lui en donner connaissance</li></ul>
<b>Consulter</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Demander à quelqu'un son avis, son conseil, chercher des renseignements auprès de lui</li></ul>
<b>Participer</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Avoir part à quelque chose</li><li>• Prendre part à une action, à un sentiment, etc.</li><li>• Assumer une partie d'une action, d'une tâche</li></ul>

En se fiant aux définitions du tableau, les trois concepts sont utilisés dans les démarches et exemples présentés dans les deux premiers chapitres. Le succès d'une démarche par rapport à une autre semble avoir un lien avec le sentiment d'avoir réellement pris part à un projet que ressentent les parties prenantes, ce qui réfère à la définition de participer. Si à la fin d'une démarche concernant un projet soulevant un enjeu d'acceptabilité sociale les parties prenantes n'ont pas l'impression d'avoir participé, mais ont plutôt l'impression d'avoir été simplement informées sur le projet, il y a alors plus de risque que l'acceptabilité sociale soit mauvaise. La simple consultation ne saurait donc donner un tel sentiment puisque tel que définit au tableau 3.1, consulter n'est que l'action de recueillir des renseignements. Pour qu'une consultation fonctionne au sens de la participation, il faut que les parties prenantes sachent que leur opinion et les renseignements donnés sont intégrés significativement au projet. Le projet de parc éolien Saint-Cyprien est un bon exemple d'une mauvaise utilisation du concept de participation. En effet, tel qu'il est présenté à la section 1.4, le rapport du BAPE faisait état que les participants aux audiences n'avaient pas eu l'impression d'avoir véritablement contribué au projet et que les activités de consultation ont plutôt résulté en de la promotion. Ceci semble d'ailleurs avoir été un élément significatif du manque d'acceptabilité sociale du projet.

### **3.1.2 Transparence**

Le second élément clé sur lequel il faut se baser lors de l'insertion sociale d'un projet minier est la transparence. Cet élément en est un récurrent dans la plupart des références utilisées dans les revues de littérature, y compris les références législatives, et le manque de transparence résulte généralement en une mauvaise acceptabilité sociale.

D'abord, la transparence est un élément retrouvé dans deux des principales références de la revue de littérature pour les stratégies de consultation et de participation publiques. En effet, ce principe est répété plusieurs fois dans le *Guide pratique sur l'acceptabilité sociale* de Caron-Malenfant et Conraud, de même que dans le guide du CPEQ. Plusieurs références législatives contiennent également ce principe, telles que la *Stratégie gouvernementale de développement durable* présentée dans le premier chapitre, qui pointe la transparence comme étant un élément essentiel à la participation significative du public. La transparence est également un élément du défi 6 de la *Stratégie d'aménagement durable des forêts*, encore une fois présentée au premier chapitre. Enfin, et surtout, la transparence est un point central de la troisième orientation de la *Vision stratégique du développement minier au Québec* présenté au chapitre 2.

La transparence est également un élément soulevé fréquemment lors des audiences publiques du BAPE. En effet, cet élément fût soulevé dans 3 des 5 exemples présentés dans les chapitres précédents pour lesquels les rapports du BAPE ont été consultés, plus particulièrement ceux pour lesquels l'acceptabilité sociale du projet fût une difficulté. L'insatisfaction par rapport à la transparence du promoteur fût soulevée dans le rapport sur la mine Canadian Malartic de même que dans le rapport sur le projet de Mine Arnaud à Sept-Îles, les deux présentant des difficultés quant à l'acceptabilité sociale de leurs projets miniers, tel que mentionné dans le chapitre 2.

Les différentes étapes de la démarche devraient donc assurer la transparence du promoteur, permettant ainsi aux parties prenantes d'exercer leur droit de faire des choix libres et éclairés. Ceci suit d'ailleurs un des principes fondamentaux proposés par la coalition pour que le Québec ait meilleure Mine sur l'acceptabilité sociale présentés au premier chapitre, section 1.1.

### **3.2 Analyse et tri de l'information**

Cette sous-section présente l'analyse et le tri de l'information présentée aux deux premiers chapitres, suivant une présentation semblable à la section 1.2. Les exigences spécifiques au domaine minier sont intégrées aux concepts présentés au premier chapitre et certains éléments sont favorisés comparativement à d'autres pour la stratégie présentée au prochain chapitre. Les éléments sélectionnés sont ceux permettant le respect des principes clés, de même que les éléments les plus répandus et ceux ayant fait leurs preuves dans les projets donnés en exemples. Les éléments nécessitant plus de clarté sont également complétés en présentant davantage d'informations.

#### **3.2.1 Recherches préalables :**

Les recherches préalables représentent la première étape de la démarche d'insertion de n'importe quel projet, incluant les projets miniers. Selon ce qui a été présenté dans la revue de littérature, les recherches peuvent être séparées en deux étapes, soit faire les recherches en tant que telles et enfin prendre une décision à savoir si le projet est mis en marche ou non.

##### **a. Le contenu des recherches**

En ce qui a trait au contenu des recherches préalables sur le milieu social, aucun élément n'est rejeté puisque logiquement, plus la recherche englobe d'éléments, plus elle sera complète et ainsi les décisions prises par le promoteur minier pourront être le plus éclairées possible. Certains éléments semblent tout de même avoir plus d'importance que les autres et devraient donc être couverts en priorité. Ces éléments ont été retenus en fonction des conséquences négatives sur l'acceptabilité sociale qu'un projet peut avoir lorsqu'ils ne sont pas pris en compte et de leur utilité dans le reste de la démarche.

D'abord, un des éléments les plus importants des recherches préalables semble être l'historique du milieu. Celui-ci est le premier présenté dans les éléments clés du CPEQ et est également un élément couvert dans le profil social de Transfert Environnement et Société. De plus, le manque de prise en compte de l'historique du milieu semble être un élément central de la mauvaise acceptabilité sociale du projet de parc éolien Saint-Cyprien présenté au chapitre 1, la municipalité d'accueil ayant déjà rejeté un projet éolien auparavant, rendant les conditions de départ difficiles. L'historique du milieu permet donc de savoir si la population s'est déjà forgé une opinion sur le sujet, lequel pourrait être un obstacle à la démarche.

Ensuite, identifier l'ensemble des parties prenantes et leurs préoccupations doit évidemment être un élément central des recherches préalables, surtout que la réelle participation des parties prenantes est un des principes clés identifiés pour assurer le succès de l'insertion sociale d'un projet. Faire une cartographie des parties prenantes, c'est-à-dire faire un schéma des parties prenantes avec les relations entre celles-ci, semble être une méthode généralement adoptée dans le processus d'identification. Cette méthode est en effet proposée par le CPEQ et par Transfert Environnement et Société (Cédric Bourgeois, entrevue téléphonique, 23 février 2016). La cartographie des parties prenantes est également une des cinq grandes phases de la méthodologie pour entreprendre le dialogue avec les parties prenantes de la *Business for Social Responsibility* (BSR), un organisme reconnu mondialement dans la responsabilité sociale, sociétale et environnementale des entreprises (Morris et Baddache, 2012). Un exemple de cartographie utilisée par BSR sera d'ailleurs présenté dans le prochain chapitre.

Également, la situation socio-économique d'un milieu devrait être un élément indispensable à couvrir dans les recherches préalables. Ce genre d'information peut permettre à l'entreprise minière de voir les opportunités que celle-ci aurait d'améliorer la santé et la qualité de vie des citoyens et des institutions publiques du milieu. L'implication de l'entreprise dans le développement économique et social du milieu récepteur est d'ailleurs un aspect important du projet de gaz naturel à Bécancour présenté au premier chapitre, projet pour lequel l'acceptabilité sociale est excellente. Les opportunités d'emploi sont également un enjeu récurrent dans les projets miniers, tels que le démontre le chapitre 2. En effet, trois des objectifs présentés au chapitre 2 de la *Vision stratégique du développement minier au Québec* concernent l'emploi des travailleurs locaux et autochtones. De plus, dans les exemples présentés, il est possible de remarquer que malgré la situation difficile de la mine Canadian Malartic, l'appui accordé à celle-ci prend son origine dans la prospérité économique grâce à la création d'emplois.

Enfin, les caractéristiques environnementales du milieu devraient également faire partie intégrante des recherches préalables. Les facteurs environnementaux font en effet partie des six grands types de facteurs

utilisés par Transfert Environnement et Société dans le cadre de leur profil social, et la caractérisation environnementale est un des points recommandés par le CPEQ pour les recherches préalables. En effet, se renseigner entre autres sur les caractéristiques exceptionnelles du milieu naturel et la relation avec l'environnement qu'ont les communautés d'accueil pourrait permettre de prévenir les enjeux sociaux que les impacts anticipés du projet pourraient soulever. Ceci permettrait par le fait même de prévoir des mesures de mitigation en fonction de ces enjeux.

#### b. La décision

Une étape cruciale qui n'est pas beaucoup documentée est la décision d'aller ou non de l'avant avec un projet suite aux recherches préalables. Comme certains exemples le démontrent, une mauvaise acceptabilité sociale peut complètement freiner un projet lors des audiences du BAPE. Le promoteur doit donc préparer les ressources nécessaires à la démarche d'insertion sociale de son projet, en fonction du défi celle-ci représente selon le contexte. Comme l'indique Sylviane Legault du CSCM, le promoteur a généralement tendance à ne pas inclure les dépenses sociales dans son budget, ce qui est pourtant une réalité dans les projets miniers (S. Legault, conversation Skype, 11 février 2016). C'est d'ailleurs ce qui a pu être remarqué dans le projet de la mine Arnaud, qui a entre autres dû aller à l'encontre d'une demande des citoyens en raison des dépenses supplémentaires que l'emplacement d'un pont impliquait (Mine Arnaud, s. d.). Or, dans le rapport du BAPE, les citoyens faisaient état qu'ils n'ont pas eu l'impression d'être écouté par le promoteur (BAPE, 2013), les contraintes financières pouvant possiblement être liées à ce manque d'écoute. L'analyse des recherches préalables et la décision qui s'en suit devraient donc être une étape en soi dans la stratégie qui sera présentée au prochain chapitre.

### **3.2.2 Planification de la démarche**

Tel qu'il a été présenté au premier chapitre, une fois les recherches préalables complétées et qu'il a été décidé de poursuivre le projet, il est possible de passer à la planification de la démarche. Plusieurs éléments différents ont été présentés à cette étape dans la revue de littérature. Il est donc pertinent de filtrer et de classer cette information afin de pouvoir en faire des étapes claires. Les concepts présentés peuvent être listés comme suit :

- Compléter les expertises manquantes;
- Faire des études complémentaires;
- Choisir un porte-parole;
- S'allier avec un tiers indépendant;
- Établir un plan.

En interprétant ce qui est décrit dans la revue de littérature, la principale tâche à cette étape est en fait l'établissement du plan où l'ensemble de la démarche est préparé de A à Z. Le reste des concepts semble servir à se préparer pour avoir un plan bien adapté au milieu, l'aspect « adapté au milieu » étant d'ailleurs récurrent parmi les informations récoltées. Or, faire participer des intervenants du milieu dans la planification même de la démarche semble être un moyen efficace pour que le plan soit bien adapté, ce qui est d'ailleurs conseillé par Transfert Environnement et Société (Cédric Bourgeois, entrevue téléphonique, 23 février 2016). La simple communication de certaines parties du plan aux parties prenantes tel que proposé par le CPEQ ne saurait suivre les principes clés identifiés plus tôt, soit la transparence et la participation réelle des parties prenantes.

Selon Cédric Bourgeois de Transfert Environnement et Société, pour faire participer les parties prenantes à la planification il faut tout de même planifier une démarche de départ qu'il sera possible de proposer à celles-ci pour ensuite la modeler en fonction de ce qu'ils pensent du plan (Cédric Bourgeois, conversation téléphonique, 23 février 2016). Techniquement, les étapes suivant la planification dans la stratégie présentée au chapitre 4 devraient donner les lignes directrices sur le contenu d'un tel plan, l'objectif de cette stratégie étant d'orienter l'insertion sociale d'un projet minier.

Pour aider à la planification, s'allier à un tiers tel que proposé par la CPEQ semble être une méthode relativement répandue. En effet, la plupart des entreprises présentées en exemple dans les deux premiers chapitres ont eu recours à l'expertise d'une tierce indépendante, soit une entreprise spécialisée ou une chaire universitaire, pour planifier et/ou coordonner leur démarche. Les trois exemples de projets miniers présentés au chapitre 2 sont parmi ceux-ci (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016; GENIVAR, 2012; Mine Arnaud, s. d.). S'allier à un tiers ne représente cependant pas une tâche en soi dans une démarche, mais plutôt une recommandation pouvant aider dans la tâche de planification.

Pour proposer le plan aux parties prenantes, l'idée de former un comité consultatif avec les différentes parties prenantes dès le départ comme l'a fait RNC semble être une méthode efficace afin d'assurer une bonne participation. Cette méthode semble avoir fonctionné jusqu'à maintenant étant donné les bons commentaires sur la démarche lors des audiences du BAPE tel que présenté au chapitre 2. De plus, en intégrant au comité un membre de la direction de l'entreprise, il est possible d'intégrer le principe du porte-parole proposé par le CPEQ, soit une personne qui assure le lien entre l'entreprise et les parties prenantes et qui a un pouvoir décisionnel au sein de l'entreprise.

### 3.2.3 Premiers contacts

Encore une fois, plusieurs concepts différents sont présentés dans la littérature au sujet des premiers contacts entre l'entreprise et les communautés d'accueil. Comment initier le contact avec le milieu semble être un point assez déterminant, la perception initiale d'un projet par les intervenants du milieu et la population pouvant avoir un impact important sur l'acceptabilité sociale. Les suggestions présentées dans la revue de littérature à ce sujet sont listées comme suit :

- Transmettre l'information et faire une assemblée publique;
- Transmettre l'information d'abord aux médias et aux élus municipaux;
- Transmettre l'information d'abord aux parties susceptibles de vouloir participer;
- Tout sauf une assemblée publique;
- Rencontres par petits groupes, porte-à-porte;
- Sondages, commentaires en lignes, blogues, page Facebook, twitter.

En regardant la liste, il est possible de comprendre que les points à classer et filtrer concernent d'abord à qui et quand transmettre l'information sur le projet, et ensuite quand débiter les activités de consultation et quelle devrait être la première activité.

D'abord, logiquement, pour former un comité consultatif et ainsi faire participer les intervenants du milieu dans la planification de la démarche, il faut leur transmettre l'information existante sur le projet. Les parties intéressées à participer à la planification seraient donc les premiers avec qui le contact doit être initié, ce qui est la méthode favorisée par l'ACEE, et également la méthode utilisée par RNC pour le projet Dumont. En effet, dans le cadre du projet Dumont, les premières rencontres publiques ont servi à présenter le projet avec le plan de consultation et à recueillir les candidatures des personnes intéressées à participer au comité consultatif (GENIVAR, 2012).

Une problématique qui ressort dans la revue de littérature sur l'initiation des contacts est le moment utilisé pour initier le contact avec les habitants du milieu récepteur du projet minier. D'après les exemples présentés dans les deux premiers chapitres, il est possible de conclure que le moment où le contact est initié ne doit pas être calculé en termes de temps. Par exemple, le temps s'écoulant entre le début et la fin des démarches de consultation pour le parc éolien de Saint-Cyprien et pour l'installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour est semblable, soit environ 6 mois. Pourtant, le rapport du BAPE faisait état que la démarche de consultation à Saint-Cyprien était trop tard. Le problème ici est que le projet était déjà défini lorsque la démarche a commencé. Un comité consultatif a d'ailleurs été utilisé dans le cadre du parc éolien, mais celui-ci n'a pas été utile parce que le projet était trop avancé lorsqu'il a été monté. Le comité



consultatif doit donc être formé alors que le projet n'est pas encore bien défini, sinon les membres ne sentiront pas qu'ils ont un véritable poids dans le processus décisionnel et ainsi l'acceptabilité sociale du projet pourrait être compromise. La chaire en entrepreneuriat minier UQAT-UQAM est également de cet avis. En effet, selon la chaire les parties prenantes doivent participer suffisamment tôt pour qu'elles puissent influencer la planification et les paramètres du projet minier, afin que ce dernier soit le plus respectueux possible des milieux de vie et des lieux de mémoire et de tradition (chaire en entrepreneuriat minier UQAT-UQAM, 2015).

Outre ces deux références, il y a peu d'indices dans la revue de littérature sur le moment idéal pour entreprendre les démarches à l'échelle d'un projet minier, soit par exemple à l'étape d'exploration ou après l'étape d'exploration. Ceci démontre bien le manque de consensus à ce sujet, ce sujet étant même une des questions présentées aux participants dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale (MERN, 2015b). Les seuls éléments couverts dans le chapitre 2 donnant un véritable indice de temps à l'échelle d'un projet minier sont les suivants :

*Loi sur les mines :*

- La consultation doit se faire avant la demande de bail dans le cas d'une mine métallifère avec une capacité de production de moins de 2000 tonnes métrique par jour;
- La consultation peut être menée après la demande de bail minier si le bail vise l'exploitation de la tourbe, ou est nécessaire à une activité industrielle ou une activité d'exportation commerciale.

*Projet Dumont de RNC :*

- Les consultations ont commencé à la phase de l'étude de pré faisabilité (GENIVAR, 2012).

D'abord, concernant le bail minier, faire une demande de bail implique d'avoir fait son plan de fermeture et de restauration du site, qui est en fait une partie de la planification du projet minier (gouvernement du Canada, 2013). Comme il a déjà été déterminé que la démarche devait commencer tôt dans la planification, celle-ci devrait donc commencer avant la demande de bail pour assurer le respect des principes clés pour une bonne acceptabilité sociale.

Ensuite, le fait que RNC ait entrepris leurs démarches à la phase de l'étude de pré faisabilité est un point intéressant qui demande davantage de recherches. L'étude de pré faisabilité fait partie de la phase d'exploration avancée du gisement, c'est-à-dire la dernière phase d'exploration à la suite de laquelle, si les résultats sont positifs, la phase d'aménagement de la mine peut commencer (gouvernement du Canada, 2013). Démarrer la démarche plus tôt, soit à un stade plus précoce d'exploration, semble être

irréaliste puisque, comme l'explique la chaire en entrepreneuriat minier UQAT - UQAM dans le cadre du chantier de l'acceptabilité sociale, à ce stade on ne sait même pas s'il y aura une mine, ni quelle mine ce sera et avec quels impacts (Chaire en entrepreneuriat minier UQAT-UQAM, 2015). Entreprendre la démarche au cours de l'étude de pré faisabilité est également ce que suggère Sylviane Legault du CSCM (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016). C'est donc ce moment à l'échelle d'un projet minier qui serait recommandé pour initier les contacts.

### 3.2.4 Activités de consultation

Cette sous-section tente de clarifier combien d'activités de consultation devraient être tenues dans la démarche d'insertion sociale d'un projet minier, de même que la nature de ces activités.

D'abord, le tableau 3.2 présente le type et le nombre d'activités tenus par les différents projets présentés en exemple dans les deux premiers chapitres, de même que l'acceptabilité sociale qui leur est associée. Il est possible de constater que le nombre d'activités varie énormément selon le projet. Il est cependant possible de constater que les deux projets d'envergure ayant la meilleure acceptabilité sociale, soit celui de Bécancour et le projet Dumont, ont tous deux tenu un grand nombre d'activités et de rencontres dans le cadre de leur projet. Tenir 5 activités seulement pour un projet d'exploitation de ressources naturelles d'envergure semble être peu, comme le démontre le Parc éolien de Saint-Cyprien et la mine d'apatite de Sept-Îles. En effet, les deux projets font face à une situation difficile en matière d'acceptabilité sociale. Fixer un nombre d'activités est cependant difficile puisque celles-ci vont différer en fonction du type de projet et des enjeux que celui-ci soulève dans son milieu récepteur. Dans le cadre d'un projet minier, il semble cependant prudent de recommander de tenir un nombre relativement élevé d'activités et de rencontres pour s'assurer que les parties prenantes, incluant les citoyens et le comité consultatif, participent réellement au projet.

**Tableau 3.2. Nombre et types d'activités tenus par l'entreprise en phase d'insertion de projet présentés dans les deux premiers chapitres, avec l'acceptabilité sociale associée à chaque projet.**

Projet	Nombre	Type	Acceptabilité sociale (bonne ou difficile)
<b>Installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour</b>	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tables rondes</li> <li>• Rencontres ouvertes aux citoyens</li> </ul>	Bonne
<b>Parc éolien Saint-Cyprien</b>	5	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontres citoyennes</li> <li>• Visite du site pour les élus municipaux</li> <li>• Porte-à-porte</li> </ul>	Difficile

**Tableau 3.2 Nombre et types d'activités tenus par l'entreprise en phase d'insertion de projet présentés dans les deux premiers chapitres, avec l'acceptabilité sociale associée à chaque projet (suite).**

Projet	Nombre	Type	Acceptabilité sociale (bonne ou difficile)
<b>Aménagement urbain à Montréal</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appel à des suggestions sur le Web</li> <li>• Consultation des propositions</li> <li>• Journée de concertation (Analyse et rétroaction)</li> </ul>	Bonne
<b>Mine Canadian Malartic</b>	Au moins une	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assemblée publique</li> </ul>	Difficile
<b>Projet Dumont de Royal Nickel</b>	Plus de 20	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Séances d'information (9)</li> <li>• Journées porte ouverte et visite de site (2)</li> <li>• Activités de rétroaction (2)</li> <li>• Rencontres de comités (6)</li> <li>• Ateliers thématiques (3)</li> </ul>	Bonne
<b>Mine Arnaud à Sept-Îles</b>	Plus de 5	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution d'information</li> <li>• Tables rondes</li> <li>• Ateliers et kiosques thématiques (3)</li> <li>• Rencontres de rétroaction (1)</li> </ul>	Difficile

Ensuite, pour le type d'activité utilisée, il est possible de constater que les activités sont très variées d'un projet à l'autre. Ceci concorde avec ce qui a été présenté au premier chapitre, l'ACEE suggérant de choisir les activités de consultation selon la situation dans laquelle s'intègre le projet. Il est également possible de constater que les activités peuvent se séparer en deux grands groupes. D'abord, il y a les celles d'information et de recueil des suggestions et préoccupations, dans lesquelles se trouvent la plupart des activités (tables rondes, ateliers, séances d'information, etc.). Ensuite, on retrouve celles de rétroaction, soit le suivi de la prise en compte des suggestions et des préoccupations. Ce type d'activité est essentiel pour le respect des deux principes clés identifiés à la section 3.1. En effet, une rétroaction permet d'assurer la transparence sur le processus de consultation et permet surtout d'assurer que les parties prenantes savent qu'elles ont été écoutées et qu'elles ont ainsi véritablement participé au processus de planification. Ce genre de suivi est également recommandé par Caron-Malenfant et Conraud, par le CPEQ, et par l'ACEE, tel qu'il est présenté dans la section 1.2.1 du premier chapitre.

Également, dans le cas où le projet pourrait toucher plusieurs municipalités, il serait recommandé d'envisager l'option de tenir des activités dans chacune des municipalités concernées, un peu comme il est prévu lors des consultations publiques dans la LAU. Le manque de prise en compte des municipalités voisines fût d'ailleurs une critique du projet éolien de Saint-Cyprien, tel qu'il a été présenté au premier

chapitre. Tenir des activités dans chaque municipalité pouvant se sentir concernée semble donc être un choix judicieux.

Comme la *Loi sur les mines* l'impose, au moins une assemblée publique doit être tenue dans le processus de consultation. Suivant les propos de monsieur Bourgeois de Transfert Environnement et Société au premier chapitre, l'assemblée publique pourrait se donner à la toute fin de la démarche. Ce qui est logique puisque dans le RSM, il est précisé que le projet doit être présenté aux participants de l'assemblée. Or, le projet ne sera véritablement défini qu'à la fin du processus de consultation et de participation selon le contenu de la présente analyse jusqu'à maintenant.

Enfin, d'autres recommandations générales sont présentées dans le chapitre 1 sur le fonctionnement des activités, lesquelles sont listées ci-dessous :

- Prévoir du temps aux groupes concernés pour analyser l'information et faire preuve de souplesse sur ces délais;
- Reconnaître les points de vue de chacun avec équité;
- S'allier à une tierce partie crédible pour coordonner les consultations;
- Être clair sur les objectifs et les règles de consultation;
- Désigner un animateur possédant un sens de l'humour et de l'écoute.

Les deux premiers points semblent être des principes particulièrement importants pour l'ensemble du processus de consultation. En effet, prévoir assez de temps pour analyser l'information est aussi mentionné par la coalition pour que le Québec ait meilleure mine dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale. Celle-ci mentionnait que dans le cadre du dépôt de l'étude d'impact, laisser du temps est important pour que le public puisse exercer un choix libre et éclairé (Coalition pour que le Québec ait meilleure Mine, 2015). Le CSCM a également fait état, dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale, qu'une problématique dans les démarches de consultation est le manque de temps de réflexion pour permettre aux citoyens d'identifier les enjeux (CSCM, 2015). L'équité est également un concept à prendre en compte afin d'assurer la participation réelle des parties prenantes et de maximiser l'acceptabilité sociale. En effet, le manque d'écoute et de prise en compte de certaines parties prenantes, comparativement à d'autres, a été un point critiqué entre autres pour la mine Canadian Malartic et pour le parc éolien Saint-Cyprien.

Les trois autres points sont quant à eux des suggestions pour une organisation structurée des activités de consultation. Celles-ci peuvent être prises en compte ou non dépendamment du type d'activité et des

objectifs de celles-ci. Tel qu'il a été mentionné un peu plus tôt dans le présent chapitre, s'allier à une tierce partie indépendante pour coordonner les consultations semble cependant être une méthode répandue et fonctionnelle.

### 3.2.5 Consultations avec les communautés autochtones

Étant donné qu'il n'y a pas de section spécifique sur la consultation des autochtones dans la revue de littérature, afin d'analyser l'information et ainsi pouvoir élaborer un cadre pour la consultation des autochtones, les informations dispersées à ce sujet dans les deux premiers chapitres ont été regroupées dans le tableau 3.3 ci-après. Ces informations pourront ensuite plus facilement être intégrées afin d'isoler les principes et les étapes de base à suivre. Il est important de garder à l'esprit que la consultation des communautés autochtones et la législation associée à leurs droits sont des aspects complexes pour lesquels un essai complet pourrait être consacré. Seules les grandes lignes de la consultation des autochtones sont donc présentées dans le cadre de ce document. Pour bien comprendre les enjeux, il faut cependant savoir que depuis 2004, suite aux causes *Haida* et *Taku*, la Cour suprême a confirmé que le gouvernement provincial est obligé de consulter les Premières Nations lorsqu'il envisage une action qui pourrait porter atteinte à leurs droits. En effet, les Premières Nations possèdent des droits ancestraux sur le territoire, lesquels sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. (APNQL, 2005)

**Tableau 3.3 Regroupement de l'information sur la consultation des communautés autochtones retrouvée dans les chapitres 1 et 2.**

Chapitre 1	
Information	Contexte
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'acceptabilité sociale résulte entre autres du respect des droits de la personne, des minorités et des populations autochtones.</li> </ul>	Chantier sur l'acceptabilité sociale. Les 4 principes fondamentaux pour l'acceptabilité sociale selon la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour assurer la participation significative du public, il faut recueillir et examiner tout type de renseignements, incluant le savoir traditionnel autochtone.</li> </ul>	Un des principes à suivre pour la participation du public dans les évaluations environnementales selon l'ACEE.
<ul style="list-style-type: none"> <li>La prise en compte des intérêts, des valeurs et des besoins des communautés autochtones présentes sur les territoires forestiers fait partie intégrante de l'aménagement durable des forêts.</li> </ul>	LADTF

**Tableau 3.3 Regroupement de l'information sur la consultation des communautés autochtones retrouvée dans les chapitres 1 et 2 (suite).**

Chapitre 1	
Information	Contexte
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les modalités de consultation sont déterminées avec les communautés autochtones concernées;</li> <li>L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador doit être invitée à la Table nationale permanente.</li> </ul>	Politique de consultation en vertu de l'article 211 de la <i>Loi sur les forêts</i> , aujourd'hui la LADTF.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Défi 1 : « Une gestion et un aménagement forestier qui intègre les intérêts, les valeurs et les besoins de la population québécoise dont les nations autochtones » (MFFP, 2015) <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place des tables de discussion pour faciliter la prise en considération des enjeux autochtones</li> </ul> </li> </ul>	<i>Stratégie d'aménagement durable des forêts</i>
Chapitre 2	
Information	Contexte
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place une stratégie d'intervention auprès des municipalités, des citoyens et des communautés autochtones;</li> <li>Adopter une politique de consultation des communautés autochtones propre au secteur minier.</li> </ul>	<i>Vision stratégique du développement minier au Québec</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>La consultation des communautés autochtones est obligatoire et le gouvernement doit les consulter de manière distincte selon les circonstances;</li> <li>« La prise en compte des droits et intérêts des communautés autochtones fait partie intégrante de la conciliation de l'activité minière avec les autres possibilités du territoire » (<i>Loi sur les mines</i>)</li> </ul>	<i>Loi sur les mines</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Démarche de consultation en 3 étapes : Élaboration du processus (avec les conseils de bande), mise en œuvre de la consultation et analyse de la consultation;</li> <li>Consulter les conseils de bande de manière distincte.</li> </ul>	<i>Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones</i>

Avant tout, il est important d'insister sur le fait que l'obligation de consulter les communautés autochtones dont il est question dans la *Loi sur les mines* (tableau 3.3) concerne le gouvernement et non l'entreprise minière directement. L'analyse présentée ci-après concerne cependant la démarche de consultation des communautés autochtones que peut entreprendre l'entreprise minière afin d'intégrer efficacement les connaissances et les préoccupations de ces communautés. Les recommandations qui suivent sont donc

inspirées entre autres des informations présentées sur les consultations entreprises par le gouvernement, mais ne remplacent pas celles-ci.

D'abord, il est facile de comprendre avec les informations présentées que l'intégration des connaissances et des préoccupations des communautés autochtones est essentielle à la planification et à la mise en œuvre d'un projet d'exploitation des ressources naturelles, incluant les projets miniers. L'obligation de consulter les communautés autochtones démontre bien cette importance. Également, consulter ces communautés de manière distincte semble être un choix prudent, ceci étant recommandé dans le guide intérimaire, mais également dans la politique de consultation de la *Loi sur les forêts*. La consultation des communautés autochtones est donc une démarche de consultation distincte qui doit se faire en parallèle avec la démarche régulière. Les éléments à clarifier sont donc le moment idéal pour entamer les communications avec les communautés autochtones et la meilleure méthode pour consulter ces communautés.

Ensuite, selon les informations regroupées dans le tableau 3.3, les premiers contacts avec les communautés autochtones doivent se faire avec les autorités qui représentent ces communautés. Il est conseillé dans le guide intérimaire de consulter les communautés autochtones le plus tôt possible en amont du processus décisionnel, un peu comme pour la démarche de consultation régulière. Ceci est également en accord avec le protocole de consultation de l'APNQL, qui stipule que la consultation et les accommodements doivent avoir lieu avant que soit prise toute action pouvant porter atteinte aux intérêts des Premières Nations (APNQL, 2005). Ce protocole est une référence intéressante à ajouter ici puisqu'il s'agit d'un document produit par les Premières Nations, et qui vient donc compléter l'information présentée jusqu'ici, essentiellement gouvernementale. Tout comme pour le guide intérimaire, il est question dans ce protocole des consultations du gouvernement, mais le principe peut quand même être suivi par l'entreprise dans ses propres consultations. Le moment où entamer les discussions avec les communautés est d'ailleurs précisé dans le *Guide sur l'exploration et l'exploitation minière pour les communautés autochtones*. Il est fortement encouragé dans ce guide d'entamer les discussions durant la phase d'exploration. Il est même conseillé que la société d'exploration entame elle-même les discussions tôt dans cette phase et qu'elle fasse participer les communautés au processus (gouvernement du Canada, 2013). On peut donc conclure que la société minière devrait quant à elle rencontrer les autorités représentants les communautés autochtones en priorité, soit au moins aussi tôt que pour la démarche régulière, en phase d'exploration avancée. Techniquement, les communautés devraient déjà être au

courant des activités d'exploration, puisque les discussions devraient avoir été entamées par la société d'exploration auparavant.

La méthode à employer pour initier le contact avec les communautés autochtones est précisée dans le protocole de consultation de l'APNQL. Ce dernier présente un processus de consultation en étapes qui peut être suivi par le gouvernement, mais qui peut facilement être adapté au contexte présent, soit une stratégie pour l'entreprise minière afin de faire participer efficacement les communautés. L'essentiel du processus adapté au contexte du document présent est résumé au tableau 3.4 ci-après. Les éléments spécifiques pour le gouvernement n'ont pas été gardés dans la colonne de droite du tableau, et certains éléments ont été modifiés pour être mieux adaptés au contexte présent. Les cinq premières étapes du processus donnent le détail de la méthode à employer pour initier le contact avant l'élaboration du plan de consultation (APNQL, 2005).

Ensuite, tel qu'il est suggéré dans le guide intérimaire de même que dans la politique de consultation de la *Loi sur les forêts*, les modalités de consultation doivent être déterminées avec les communautés. C'est également ce qui est prévu à l'étape 6 du processus de consultation de l'APNQL, ceux-ci apportant en plus quelques précisions sur entre autres le contenu du plan de consultation attendu par les Premières Nations, tel que présenté au tableau 3.4. La suite du processus comporte peu de précisions, que ce soit dans le guide intérimaire ou dans le protocole de l'APNQL, celle-ci dépendant en effet de ce qui aura été déterminé avec les communautés autochtones. Un élément pourrait cependant être ajouté dans les objectifs de consultation avec les communautés autochtones, soit la signature d'entente sur les répercussions et avantages (ERA). Ces ententes ne sont généralement pas exigées, mais tel qu'il est mentionné dans le *Guide sur l'exploration et l'exploitation minières pour les communautés autochtones*, elles permettent d'établir de bonnes relations entre les communautés autochtones et les sociétés minières (gouvernement du Canada, 2013). Ces ententes sont avantageuses pour les entreprises, car elles réduisent les risques, et elles assurent en plus des retombées valables et significatives pour les communautés autochtones (Bergeron K.M., 2013). Celles-ci concernent plusieurs choses telles que la formation, l'emploi, le développement socio-économique et la protection du patrimoine. Ces ententes se font particulièrement bien avec les communautés autochtones parce qu'elles sont petites, ont une bonne connaissance du territoire, et que les leaders ont plus de pouvoir au sein de la communauté que les élus municipaux par exemple (Bergeron K. M., 2013).



**Tableau 3.4 Étapes tirées du processus de consultation du protocole de l'APNQL (2005) avec le contenu adapté au contexte du présent document, soit dans le cadre de consultations indépendantes initiées par l'entreprise minière.**

Étapes du processus de l'APNQL	Contenu retenu et adapté au contexte présent
<b>1. Début du processus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Invitation à participer au projet et à se rencontrer</li> <li>• Réception de l'invitation par la communauté autochtone</li> </ul>
<b>2. Identification des intérêts de la Première Nation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Menée par la communauté autochtone : identifie les intérêts et les enjeux reliés au projet</li> </ul>
<b>3. Réponse initiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réponse de la communauté autochtone à l'invitation</li> <li>• Indication des intentions et attentes de la communauté autochtone</li> <li>• Questions préliminaires (exigences linguistiques, personnes ressources, etc.)</li> <li>• Demande d'information supplémentaire</li> </ul>
<b>4. Obligation du gouvernement d'informer et de financer</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transmission de toute l'information pertinente sur le projet</li> </ul>
<b>5. Identification des intérêts de la Première Nation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Menée par la communauté autochtone : même chose qu'à l'étape 2, mais de manière plus approfondie</li> </ul>
<b>6. Plan de consultation et paramètres de consultation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peut se faire par lettre ou en personne</li> <li>• Définir avec la communauté autochtone des paramètres de consultation : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Définition du projet, objectifs des consultations, etc.</li> <li>○ Identification des parties qui participeront au processus de consultation et des personnes-ressources</li> </ul> </li> <li>• Déterminer les activités de consultation appropriées avec la communauté autochtone</li> <li>• Créer des comités décisionnels si nécessaire (à discuter avec la communauté)</li> </ul>
<b>7. Activités de consultation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre des activités de consultation</li> </ul>
<b>8. Gouvernement fournit une mise à jour des prises de décision</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tenue d'activités de rétroaction</li> </ul>

### 3.2.6 Étude d'impact sur l'environnement et le milieu social

Tel qu'il a été dit dans la revue de littérature, selon le CPEQ, l'évaluation des impacts se ferait pendant les activités de consultation. En analysant les différents projets et les différentes méthodes, il est vrai que la démarche de consultation se fait généralement dans le cadre de l'étude d'impact. Il a cependant été conclu à la section 3.2.3 qu'il serait plus avantageux de démarrer la démarche de consultation plus tôt, soit à l'étape de l'étude de préaisabilité. Il y a donc raison de s'interroger sur la méthode à employer afin d'intégrer une démarche de consultation précoce avec la démarche de consultation pour l'étude d'impact. En s'inspirant fortement de ce qui a été fait chez RNC pour le projet Dumont, il serait intéressant de voir l'étude d'impact comme un second processus de consultation (GENIVAR, 2012). La démarche de consultation devrait donc se faire en deux temps, soit un premier temps pour bonifier le projet à la phase

de l'étude de préféabilité et entre autres pour inciter les populations à participer à l'étude d'impact, et un deuxième temps dans le cadre de l'évaluation des impacts.

### 3.2.7 Mécanismes de suivi pendant la mise en œuvre du projet

Les mécanismes de suivi présentés en exemples dans les deux premiers chapitres sont regroupés au tableau 3.5 ci-après.

**Tableau 3.5. Principaux mécanismes de suivi utilisés dans les projets présentés en exemples aux deux premiers chapitres.**

Projet	Mécanismes de suivi
<b>Installation de liquéfaction de gaz naturel Bécancour</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité de suivi</li> <li>• Mécanisme de gestion des plaintes (à discuter par le comité de suivi)</li> <li>• Résultats des suivis disponibles au public</li> </ul>
<b>Parc éolien Saint-Cyprien (BAPE, 2015)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité de suivi</li> <li>• Programme d'information et de consultation en fonction des besoins du milieu</li> <li>• Infolettre</li> <li>• Site internet</li> <li>• Activité de portes ouvertes</li> <li>• Ligne téléphonique pour les plaintes</li> </ul>
<b>Projet Dumont de RNC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité de suivi</li> <li>• Bureau de liaison</li> <li>• Diffusion d'information dans les médias sociaux et sur le site internet</li> <li>• Maintien de séances d'information et des activités portes ouvertes</li> <li>• Diffusion des comptes rendus des rencontres du comité de suivi sur le site internet</li> </ul>
<b>Mine d'apatite de Mine Arnaud à Sept-Îles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité consultatif et de suivi</li> <li>• Table municipalités-entreprise</li> </ul>
<b>Mine Canadian Malartic (Mine Canadian Malartic, s. d.)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité de suivi</li> <li>• Diffusion d'information sur un site web</li> <li>• Ligne téléphonique et adresse courriel pour les plaintes</li> </ul>

Le mécanisme de suivi le plus répandu parmi les projets est définitivement le comité de suivi. Ce mécanisme est d'ailleurs obligatoire désormais pour les projets miniers en vertu de l'article 101.0.3 de la *Loi sur les mines*, tel qu'il a été présenté à la section 2.3.2 du chapitre 2. La loi précise le moment où le comité de suivi doit être formé, c'est-à-dire au plus tard 30 jours suivant la délivrance du bail minier. Le RSM précise également les activités et la composition minimales du comité, lesquelles ne seront donc pas répétées ici, mais plutôt dans le prochain chapitre. Tel qu'il est précisé dans la *Loi sur les mines*, le locataire

choisit le nombre de membres de même que la manière dont ils sont choisis. Plusieurs méthodes pour le choix des membres sont utilisées dans la littérature :

- Choix des membres proposé par l'entreprise, mais discuté et approuvé avec la participation des personnes intéressées (RNC, 2014);
- Formation du comité pris en charge par un tiers indépendant (ex. chaire universitaire). Choix des membres par appel de candidatures. Pour les administrateurs, trois élus par élection et cinq sélectionnés par le conseil d'administration et entérinés lors d'une assemblée générale annuelle (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016; CSCM, s. d.);
- Choix de la présidence du comité de suivi par un comité indépendant (BAPE, 2013).

Aucune méthode ne semble plus répandue qu'une autre. Cependant, il semble important que les membres soient choisis de la manière la plus objective possible et surtout que la composition du comité soit approuvée par les citoyens. Ce dernier élément est d'ailleurs essentiel pour respecter les deux principes clés dans la démarche, soit la transparence et la participation réelle des parties prenantes.

Les règles de fonctionnement du comité allant au-delà de la *Loi sur les mines* ne sont pas clairement indiquées dans la littérature. Ceci peut s'expliquer d'abord par le nombre limité de comités de suivi existants étant donné que l'obligation de tenir un comité est récente. Ceci peut également s'expliquer par le fait que les règles de fonctionnement supplémentaires (rencontres supplémentaires, financement, méthodes de communication, etc.) vont dépendre de chaque situation. Dans tous les cas, celles-ci peuvent être déterminées par le comité lui-même lors des premières rencontres. Il serait tout de même recommandé de tenir plus d'une rencontre par année, tel que le font le CSCM (environ une rencontre par mois) et le comité de suivi du projet Lac à Paul d'Ariane Phosphate (4 rencontres par années) (S. Legault, rencontre Skype, 11 février 2016; Ariane Phosphate, 2016). Également, une recommandation particulière serait qu'il faut s'assurer que la mission et les responsabilités du comité de suivi soient claires pour les citoyens. Cette recommandation a entre autres été émise par la commission du BAPE dans le rapport sur le projet de Mine Arnaud à Sept-Îles, et résultait d'une réflexion sur le CSCM (BAPE, 2013). Le manque de clarté sur les rôles du comité et le manque de reconnaissance de ce rôle par l'entreprise minière et les autres parties prenantes sont en effet des sources du manque d'efficacité du CSCM, tel qu'il a été discuté à la section 2.4.1 du présent document.

Les autres mécanismes et activités de suivi peuvent être discutés avec les parties prenantes, mais selon le contenu du tableau 3.5, la diffusion d'un maximum d'information sur internet semble être une méthode

répandue et qui respecte le principe de transparence. Ceci serait donc recommandé minimalement avec la formation du comité de suivi.

### **3.2.8 Après le projet**

L'après-projet doit être planifié à l'avance selon la *Loi sur les mines* avec le plan de réaménagement et de restauration du site, celui-ci devant être disponible au moins 30 jours avant la consultation exigée par la *Loi sur les mines*, soit l'assemblée publique. Rappelons qu'il a été déterminé un peu plus tôt dans le présent chapitre que l'assemblée publique tel que l'entend la *Loi sur les mines* est prévue pour la toute fin de la démarche de consultation. Il serait donc possible de faire participer les parties prenantes à la planification de la fermeture de la mine puisque le plan serait remis à la fin des consultations. Le plan de restauration pourrait donc être discuté avec le comité consultatif au cours de la démarche.

Tel qu'il est présenté dans la section 1.2.3 du présent document, le CPEQ mentionnait l'importance de prévoir les impacts sociaux et économiques possibles de la fermeture de la mine sur le milieu récepteur. Or, le comité « d'après-mine » que RNC a l'intention d'implanter dans le cadre du projet Dumont est une idée très intéressante pour l'aspect social et économique qu'implique la fermeture d'une mine. Impliquer les intervenants du milieu pour préparer un aspect aussi important que celui-ci est une belle démonstration de confiance pour la communauté et un bon moyen de démontrer la bonne foi et l'ouverture de la mine. C'est un excellent moyen de faire participer significativement les parties prenantes et ainsi respecter les principes clés identifiés à la section 3.1. La formation de ce comité pourrait donc se faire en parallèle avec la formation du comité de suivi et avec une méthode similaire, tout comme a l'intention de faire RNC.

## 4 STRATÉGIE ET RECOMMANDATIONS

Cette section présente le résultat de l'analyse à la section précédente sous la forme d'une stratégie en étapes. Chaque sous-section représente une étape à l'intérieur de laquelle se trouve le détail des actions à tenir de même que des recommandations supplémentaires à prendre en considération pour améliorer le processus.

### 4.1 Étape 1 : Faire les recherches préalables

La première étape de la démarche est de faire les recherches préalables sur le milieu récepteur du projet minier. Le tableau 4.1 décrit les éléments essentiels devant être contenus dans les recherches. Ceux-ci ont été identifiés à l'analyse comme étant particulièrement importants en raison de leur récurrence dans la littérature et des conséquences négatives sur l'acceptabilité sociale lorsqu'ils ne sont pas bien pris en compte. Il est évidemment recommandé que les recherches préalables couvrent plus d'éléments, mais le contenu du tableau ci-après peut servir de base.

**Tableau 4.1 Éléments essentiels devant faire partie des recherches préalables.**

Élément de recherche	Contenu	Objectif
<b>Historique du milieu</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Autres projets similaires présents et passés dans la région du milieu récepteur et leur acceptabilité sociale</li><li>• Réputation du promoteur</li></ul>	Savoir si la communauté d'accueil a déjà une opinion sur le domaine minier et/ou sur le promoteur.
<b>Situation socio-économique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tendances démographiques</li><li>• Culture locale</li><li>• Situation salariale des habitants</li><li>• Situation économique des institutions publiques</li></ul>	Évaluer le potentiel qu'aurait le projet minier d'améliorer la qualité de vie des habitants et des institutions du milieu récepteur.
<b>Identification des parties prenantes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Cartographie des parties prenantes</li><li>• Opinion des parties prenantes sur le secteur minier</li></ul>	Connaître les parties prenantes pour les faire participer efficacement.
<b>Caractéristiques environnementales</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ressources naturelles</li><li>• Caractérisation environnementale</li><li>• Relation des habitants envers le milieu naturel</li></ul>	Prévenir les enjeux sociaux autour des impacts environnementaux potentiels du projet.

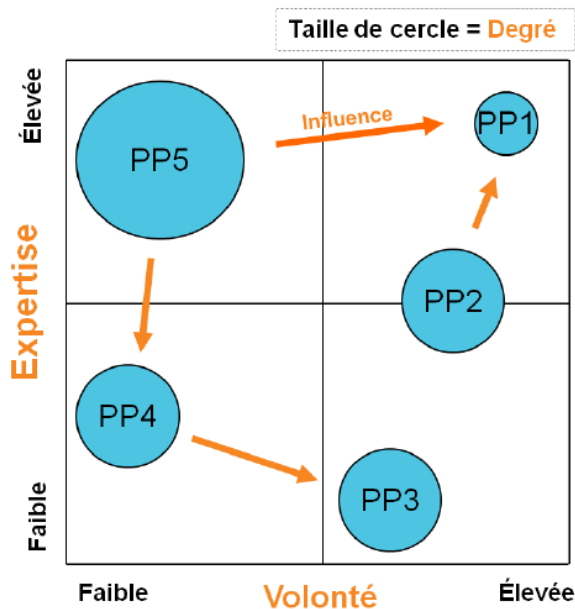
Pour faire la cartographie des parties prenantes, un exemple qu'il est possible de suivre est la méthode proposée par BSR, constituée de quatre étapes simples :

1. Identification : répertorier les groupes, organisations et individus éventuellement concernés;
2. Analyse : comprendre le point de vue des parties prenantes et leur pertinence;
3. Cartographie : visualiser les relations avec les objectifs et les autres parties prenantes;

4. Définition des priorités : classer la pertinence des parties prenantes et identifier les éventuels enjeux. (Morris et Baddache, 2012)

Partie prenante	Expertise		Volonté	Degré	
	Contribution	Légitimité	Volonté de participer au dialogue	Influence	Nécessité de la participation
PP1	Élevée : sa connaissance du problème X est précieuse pour l'entreprise	Élevée : est directement concernée par l'activité de notre entreprise	Élevée : groupe proactif qui participe déjà au dialogue	Faible : groupe relativement inconnu	Faible : N'est pas une partie prenante engagée
PP2	Moyenne	Moyenne	Élevée	Moyenne	Moyenne
PP3	Faible	Faible	Moyenne	Faible	Moyenne
PP4	Faible	Moyenne	Faible	Moyenne	Moyenne
PP5	Élevée	Moyenne	Faible	Élevée	Élevée

**Figure 4.1** Analyse des parties prenantes selon BSR sous forme de tableau (tiré de : Morris et Baddache, 2012).



**Figure 4.2** Cartographie des parties prenantes proposée par BSR (tiré de : Morris et Baddache, 2012).

La figure 4.1 montre un exemple de l'analyse des parties prenantes utilisée par BSR. Les différents facteurs d'analyse sont répertoriés en trois grandes catégories, lesquelles sont représentées de manière figurée sur la cartographie proposée à la figure 4.2. La position des cercles sur les deux axes représentent leur niveau d'expertise et de volonté, et la taille des cercles le degré sur une échelle allant de faible à élevée. Les flèches montrent quant à elles les relations entre les parties prenantes. Une telle cartographie permet

de visualiser le réseau des parties prenantes et de prioriser celles avec lesquelles un dialogue doit être amorcé. (Morris et Baddache, 2012)

#### **4.2 Étape 2 : Analyse des recherches préalables et prise de décision**

L'analyse des recherches sert principalement à évaluer si l'entreprise possède les moyens nécessaires pour une démarche à la hauteur du défi que représente l'insertion sociale du projet minier, selon les enjeux potentiels identifiés aux recherches préalables.

Les points suivants sont des exemples d'éléments qui devraient être analysés :

- Risque que l'acceptabilité sociale du projet soit défavorable;
- Ampleur de la démarche d'insertion sociale en fonction de l'acceptabilité sociale anticipée de même que les coûts qui y sont associés;
  - Embauche d'une entreprise externe;
  - Financement des comités;
  - Organisation d'événements;
  - Etc.
- Dépenses que les enjeux potentiels pourraient entraîner et la capacité de l'entreprise d'absorber ces dépenses.
  - Mesures de mitigation;
  - Mesures de compensation;
  - Etc.

À la suite de l'analyse des recherches préalable, une décision éclairée doit être prise à savoir si l'entreprise met en œuvre ou non son projet en fonction de la capacité de celle-ci à fournir les outils nécessaires pour que le projet se mette en place en harmonie avec le milieu récepteur.

#### **4.3 Étape 3 : Rencontrer les communautés autochtones présentes sur le territoire**

La consultation avec les communautés autochtones doit se faire de manière distincte et en parallèle avec la consultation régulière, comme il a été souligné au chapitre 3. Pour initier les contacts avec les communautés autochtones, il est possible de suivre les étapes du processus de l'APNQL adaptée au contexte présent, lesquelles ont déjà été résumées au tableau 3.4 du chapitre précédent.

Il n'y a pas d'autres étapes après celle-ci concernant ces communautés puisque le processus de consultation doit être élaboré avec elles. Les étapes suivantes du processus vont donc dépendre de ce qui a été conclu avec les communautés autochtones. La seule étape qui peut être planifiée par l'entreprise

minière est l'initiation des contacts avec celles-ci, qui doit se faire le plus tôt possible. Cette étape se situe au moins aussi tôt qu'au cours de l'étude de pré faisabilité. Il faut donc garder à l'esprit qu'en parallèle avec toutes les étapes présentées dans cette section se déroulent également les activités avec les communautés autochtones.

#### **4.3.1 Recommandations**

Les recommandations suivantes proviennent de l'information présentée aux chapitres précédents de même que des recommandations formulées dans le *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* (gouvernement du Québec, 2008) :

- Donner assez de temps aux autorités représentant les communautés autochtones pour analyser l'information reçue;
- Transmettre de l'information vulgarisée et traduite dans la langue utilisée par les communautés autochtones si celle-ci diffère de la langue utilisée par l'entreprise;
- Faire preuve d'ouverture et de bonne foi lors des consultations;
- Inclure la négociation d'ERA dans les objectifs de consultation;
- Tout comme pour la consultation régulière, ne pas oublier d'inclure des activités de rétroaction avec les communautés autochtones.

#### **4.4 Étape 4 : Établir un plan de consultation**

Cette sous-section présente deux éléments, soit le contenu du plan selon ce qui a été vu dans les chapitres précédents, de même que quelques recommandations pour assurer une planification efficace et transparente.

##### **4.4.1 Contenu**

Le contenu du plan décrit ici est inspiré des références présentées dans les deux premiers chapitres, soit principalement le plan de communication proposé par le CPEQ, le plan de participation utilisé par l'ACEE, la planification annuelle effectuée dans le cadre de la politique de consultation prévue dans la LADTF, et le contenu des rapports de consultation de Mine Arnaud et de RNC (CPEQ, 2012; ACEE, 2008; Mine Arnaud, s. d.; GENIVAR, 2012). Tous les plans étaient similaires et contenaient généralement les informations suivantes :

- Objectifs des processus de consultation et moyens utilisés pour atteindre ces objectifs;
- Détail des activités prévues;
  - Type d'activité (information, échange, visite, rétroaction, etc.);



- Date et endroit;
- Objet de l'activité;
- Parties prenantes visées par l'activité.
- Ressources nécessaires pour la mise en œuvre des activités (humaines, financières, techniques, etc.);
- Méthodologie prévue pour l'analyse des consultations.

Puisqu'il a été conclu au chapitre 3 qu'un comité consultatif devra être formé, une partie du plan doit donc concerner les premières rencontres qui auront pour but de former le comité. Ces rencontres devront donc servir à informer les participants sur l'entreprise, le cheminement du projet, le plan de consultation proposé, et à les inviter à déposer leur candidature pour participer au comité. Le reste du plan de consultation pourra être modifié s'il le faut avec le comité consultatif une fois celui-ci formé.

#### **4.4.2 Recommandations**

Les recommandations suivantes sont inspirées des conclusions tirées à la section 3.2.2 de l'analyse sur la planification de la démarche :

- S'allier à une tierce partie indépendante avec de l'expérience pour aider à la planification (ex. entreprise spécialisée, chaire universitaire, etc.);
- Garder à l'esprit qu'une bonne partie du plan est une proposition, il faut donc rester ouvert aux suggestions des parties intéressées lors des consultations qui suivront.

### **4.5 Étape 5 : Tenir les premières rencontres et former le comité consultatif**

Cette section présente d'abord les actions incluses à cette étape de la démarche, c'est-à-dire les rencontres et la formation et composition du comité consultatif, suivie par quelques recommandations.

#### **4.5.1 Actions**

D'abord, d'après ce qui a été conclu dans l'analyse, cette étape devrait se tenir au cours de l'étude de préféabilité, dans la phase d'exploration avancée. Techniquement, la formation du comité devrait se dérouler en trois sous-étapes :

1. Tenir une ou plusieurs rencontres d'information sur le projet jusqu'à maintenant et sur le plan de consultation;
2. Recueillir les candidatures des parties intéressées à devenir membre du comité consultatif;
3. Sélectionner les membres.

Les membres du comité de même que les milieux d'où ils proviennent dépendront des personnes ayant déposé leur candidature pour participer. Cependant, en prenant comme exemple les comités ayant été formés dans le cadre des projets présentés aux deux premiers chapitres, soit pour le projet Dumont et le projet de parc éolien de Saint-Cyprien, le comité devrait être minimalement composé par des représentants des milieux suivants :

- Citoyens des municipalités concernées;
- Milieu municipal;
- Groupes environnementaux;
- Milieu agricole ou forestier;
- Organismes socio-économiques.

Le choix des membres du comité doit être fait de manière à ce que l'indépendance des membres soit assurée. Pour cela, il est possible de s'inspirer de ce qui a été conclu à l'analyse pour le comité de suivi, soit que la composition du comité soit choisie ou validée par les participants eux-mêmes. Le choix des membres par les participants est d'ailleurs ce qui a été fait par RNC dans le cadre du projet Dumont. Tout comme pour le comité de suivi, les modalités de fonctionnements peuvent être déterminées à la première rencontre du comité consultatif.

#### **4.5.2 Recommandations**

Les recommandations suivantes sont inspirées des principes clés identifiés à l'analyse et concernent surtout l'attitude à avoir lors des premières rencontres d'information :

- Être transparent dans la transmission d'informations (lors des rencontres ou autres);
- Transmettre de l'information compréhensible et vulgarisée;
- Être à l'écoute des participants aux rencontres;
- Être ouvert à modifier le plan de consultation si nécessaire.

#### **4.6 Étape 6 : Mettre en œuvre les activités de consultation**

Cette étape se divise en deux parties, tel qu'il a été conclu dans le chapitre 3, soit une partie en parallèle avec l'étude de préféabilité et une partie dans le cadre de l'évaluation des impacts. Chacune des parties est décrite ci-après suivie de quelques recommandations sur les activités de consultation.

#### 4.6.1 En parallèle avec l'étude de préféabilité

À cette étape, le projet ne devrait pas encore être défini, ce qui permet donc de véritablement faire participer les parties prenantes à la planification. L'objectif à cette étape serait donc de recueillir l'information permettant de commencer à planifier un projet déjà bonifié grâce aux suggestions du comité consultatif et des participants aux activités publiques. De plus, ces consultations permettent de planifier l'évaluation des impacts et d'inviter les parties prenantes à participer à celle-ci.

Le tableau 4.2 ci-après présente d'abord les trois types d'activité à tenir dans le cadre du processus de consultation, selon ce qui a été conclu dans l'analyse. De plus, quelques exemples d'activités fréquemment tenues dans les projets présentés aux chapitres précédents sont proposés. Ensuite, certains sujets devant être discutés avec les parties intéressées au cours du processus sont présentés. Concernant le plan de réaménagement et de restauration, il est pertinent de rappeler qu'en vertu de la *Loi sur les mines*, celui-ci doit être complété et rendu disponible au public 30 jours avant l'assemblée publique prévue par la loi. Cette assemblée devrait être tenue à la fin du processus de consultation.

**Tableau 4.2. Types d'activités identifiés devant être tenus avec des propositions d'activités de même que des sujets à traiter durant ces activités.**

Types d'activités	Exemples d'activités	Objets des activités (entre autres)
Rencontres d'information et de recueil de suggestions	<ul style="list-style-type: none"><li>• Journées porte ouverte</li><li>• Tables rondes</li><li>• Assemblées/rencontres publiques</li><li>• Ateliers et kiosques thématiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mécanismes de suivi</li><li>• Méthodes de formation du comité de suivi et du comité « d'après-mine »</li><li>• Plan de réaménagement et restauration</li><li>• Évaluation des impacts</li></ul>
Rencontres du comité consultatif		
Rencontres de rétroaction		

#### 4.6.2 Dans le cadre de l'évaluation des impacts

À l'étape de l'évaluation des impacts, le projet devrait être plus défini. Il est donc possible à cette étape de faire une proposition de projet plus concrète et de recueillir les commentaires et suggestions sur cette proposition, qu'il faut ensuite évaluer pour possiblement modifier certaines parties.

En se fiant au projet de Mine Arnaud, au projet Dumont, et au guide de participation publique de l'ACEE, les types d'activité à tenir à cette étape seraient similaires aux activités tenues à l'étape de préféabilité, mais avec des sujets plus pointus propres au projet (GENIVAR, 2012; ACEE, 2008; Mine Arnaud, s. d.). De plus, à la fin de cette étape l'assemblée publique prévue par la *Loi sur les mines* devrait être tenue. Les

détails de celle-ci sont aux articles 39.1, 39.2 et 39.3 du RSM. Il faut entre autres enregistrer l'assemblée et remettre un rapport des consultations au ministère à la suite de celle-ci (RSM).

#### **4.6.3 Recommandations**

Les recommandations suivantes concernent le déroulement des activités de consultation en général, et proviennent principalement des éléments analysés à la section 3.2.4 sur les activités de consultations :

- Envisager s'allier à une tierce partie indépendante pour coordonner les consultations;
- Tenir un nombre relativement important d'activités;
  - Plus de 5 activités;
  - Être varié dans les activités choisies;
- Prévoir assez de temps aux groupes concernés pour analyser l'information et faire preuve de souplesse sur ces délais;
- Tenir des activités dans toutes les municipalités concernées lorsqu'il y en a plusieurs;
- Ne pas promouvoir le projet. Le but du processus de consultation n'est pas de convaincre le public que le projet est bon, mais de construire avec eux un projet représentatif des valeurs du milieu récepteur;
- Reconnaître les points de vue de chacun avec équité.

#### **4.7 Étape 7 : Mettre en place les mécanismes de suivi**

Cette section concerne les mécanismes de suivi recommandés à l'analyse, soit le comité de suivi et le comité « d'après-mine ». Il peut cependant y avoir d'autres mécanismes de suivi à mettre en place dépendamment du projet et de ce qui a été conclu au cours des consultations.

La méthode utilisée pour la formation des comités peut varier d'un projet à l'autre et dépendra de ce qui a été déterminé par l'entreprise et approuvé par les parties intéressées durant le processus de consultation. Cette section présente trois éléments, soit le comité de suivi, le comité « d'après-mine », et enfin quelques recommandations.

##### **4.7.1 Formation du comité de suivi**

Comme il est précisé dans la *Loi sur les mines*, la formation du comité de suivi doit se faire au plus tard 30 jours suivant la délivrance du bail minier, et le locataire peut choisir le nombre de membres de même que la manière dont ils sont choisis. Tel qu'il a été conclu à l'analyse, il n'y a pas de méthode privilégiée pour choisir les membres du comité de suivi, mais l'essentiel est que ceux-ci soient approuvés par les parties intéressées. Le RSM fixe cependant deux règles à respecter dans le choix des membres, soit

l'indépendance des membres et les milieux représentés sur le comité. Ces éléments ont déjà été présentés au chapitre 2 et sont rappelés ci-après :

1. Le comité de suivi doit être au moins composé de représentants :
  - des municipalités concernées;
  - du milieu économique;
  - des citoyens;
  - des communautés autochtones concernées.
2. Un membre du comité n'est pas indépendant s'il :
  - est relié financièrement ou souhaiterait l'être avec le locataire du bail minier;
  - travaille pour le MERN ou le MDDELCC;
  - est lié (sang, mariage, union civile, adoption) avec quelqu'un qui a travaillé dans les deux dernières années pour le locataire ou une de ses filiales.

Le règlement prévoit aussi les activités minimales du comité de suivi de même que certaines règles de fonctionnement, lesquelles ont encore une fois été discutées au chapitre 2, et sont rappelées ci-après :

1. Règles de fonctionnement minimales :
  - Le comité doit choisir des modes privés de prévention et de règlement de différend à sa première réunion (entre les membres du comité et entre le comité et le locataire);
  - Les demandes de renseignements adressées par le comité au locataire doivent être formulées par écrit, lesquelles doivent être répondues par le locataire dans les 15 jours suivant la demande;
  - Toutes les dépenses de fonctionnement du comité doivent être soutenues par le locataire.
2. Activités minimales :
  - Une rencontre par année;
    - Compte-rendu remis au locataire au plus tard 15 jours plus tard;
    - Compte-rendu publié sur un site internet par le locataire deux jours ouvrables après sa réception.
  - Un rapport annuel des activités et dépenses du comité.
    - Une portion produite par le comité sur les activités, à transmettre au locataire au moins deux jours avant la date limite pour publier le rapport;
    - Une portion produite par le locataire sur les dépenses du comité;

- Publié par le locataire sur un site internet dans 90 jours suivants la fin de l'exercice financier du locataire.

Les autres modalités de fonctionnement du comité qui vont au-delà de la *Loi sur les mines* peuvent être discutées lors de la première rencontre du comité.

#### **4.7.2 Formation du comité « d'après-mine »**

Tel qu'il a été conclu à l'analyse, tout comme ce qui est prévu dans le cadre du projet Dumont par RNC, la formation du comité « d'après-mine » peut se faire de manière similaire et en parallèle à la formation du comité de suivi, mais avec une plus grande représentation du milieu socio-économique. Le but du comité est de faire des recommandations qui pourront s'ajouter au plan de réaménagement et de restauration lorsque celui-ci sera mis à jour. Ces recommandations doivent permettre d'atténuer les impacts négatifs que la fermeture de la mine pourra avoir sur les communautés d'accueil.

#### **4.7.3 Recommandations**

Les recommandations suivantes concernent certains éléments essentiels pour assurer le bon fonctionnement du comité, de même que certains éléments suggérés allant au-delà de la *Loi sur les mines*. Celles-ci proviennent principalement des expériences du CSCM présentées dans les chapitres précédents :

- Être clair envers les citoyens sur la mission et les responsabilités du comité de suivi;
- Pour le comité de suivi : se rencontrer plusieurs fois par année. Par exemple le comité de suivi du projet Lac à Paul d'Ariane Phosphate se rencontre 4 fois par année et le CSCM se rencontre quant à lui environ une fois par mois;
  - Publier tous les comptes rendus sur un site internet;
- Prévoir un budget suffisant au bon fonctionnement des comités;
- Avoir une bonne collaboration entre les comités, la minière et la communauté;
- Rendre disponible le plus d'information possible sur internet.

## CONCLUSION

La méthode utilisée pour l'insertion sociale d'un projet d'exploitation des ressources naturelles peut avoir un impact considérable sur l'acceptabilité sociale d'un projet. Même si l'acceptabilité sociale est un concept encore mal défini, il est possible de comprendre que pour qu'un projet s'insère en harmonie avec son milieu récepteur, les communautés d'accueil doivent être satisfaites du projet et l'accepter dans son ensemble. Or, afin d'atteindre ce niveau de satisfaction, les processus de consultation menés par l'entreprise doivent permettre la participation des parties prenantes à la réalisation même du projet, permettant ainsi de créer un projet adapté au milieu récepteur. Tel qu'il a été vu au cours de cet essai, l'acceptabilité sociale dans le domaine minier est présentement d'actualité, avec de nouvelles exigences législatives orientées autour de la consultation des parties prenantes et de la prise en compte de leurs préoccupations. Dans ce contexte, l'objectif général de cet essai était de développer une approche de consultation et de participation du public pour les projets d'exploitation des ressources naturelles, applicable au domaine minier. Cet objectif a été rempli grâce à l'accomplissement de cinq objectifs spécifiques, lesquels ont été complétés au cours des quatre chapitres composant cet essai.

Le premier objectif spécifique était de faire une revue de littérature des différentes stratégies de consultation existantes en dehors du domaine minier. Ceci a été directement accompli grâce au premier chapitre, qui a d'abord décrit les principales stratégies de consultation, présentées de manière séquentielle, c'est-à-dire du début à la fin d'un projet. Les différentes informations ont donc été réparties en trois grandes catégories, soit avant l'implantation du projet, pendant le projet, et enfin après le projet. Le premier chapitre a également présenté les éléments pertinents en consultation retrouvés dans la législation québécoise et canadienne. Enfin, il s'est conclu en présentant trois exemples de projets ayant appliqué différentes stratégies de consultation et ayant fait face à des situations sociales différentes.

Le second objectif spécifique était de rechercher et de présenter les éléments de consultation publique spécifiques au domaine minier. Encore ici, l'objectif a été rempli directement avec le second chapitre, qui consistait en une seconde revue de littérature, mais cette fois-ci des éléments du domaine minier. Le chapitre a débuté avec une présentation de la *Vision stratégique du développement minier au Québec*, plus précisément de sa troisième orientation, laquelle concerne directement la participation citoyenne et la transparence. Certains objectifs de la vision stratégique ont été discutés avec entre autres la situation du domaine minier en matière d'acceptabilité sociale. Les éléments législatifs influençant les processus de consultation des projets d'exploitation minière ont par la suite été décrits, avec la *Loi sur les mines*, le RSM et la LAU. Enfin, le chapitre s'est terminé avec trois exemples de projet d'exploitation minière ayant utilisé

des mécanismes de consultation différents et ayant eu des niveaux de succès différents auprès de leurs communautés d'accueil respectives.

Le troisième objectif était de retenir les informations pertinentes et d'intégrer les différentes stratégies avec les éléments spécifiques au domaine minier. Cet objectif a été rempli à l'aide du troisième chapitre, lequel était l'analyse de l'information présentée dans les deux premiers chapitres. Afin de remplir cet objectif, deux principes clés ont été identifiés, à partir desquels un tri de l'information a pu être fait. L'information a également été retenue en fonction de leur récurrence dans la littérature. De plus, des renseignements supplémentaires ont été donnés afin de clarifier certains éléments et ainsi compléter l'information.

Les deux derniers objectifs ont été remplis grâce au quatrième et dernier chapitre. D'abord, le quatrième objectif spécifique était de formuler les éléments retenus sous forme d'étapes claires pouvant être suivies lors du développement d'un nouveau projet d'exploitation minière. Ensuite, le cinquième objectif spécifique était de faire des recommandations sur les éléments clés pour maximiser l'acceptabilité sociale. Afin de remplir ces objectifs, le chapitre a présenté une stratégie de consultation divisée en sept grandes étapes pouvant être suivies en ordre. Chaque étape était accompagnée de recommandations qu'il est possible de prendre en compte afin de maximiser l'efficacité de la stratégie.

Malgré l'accomplissement de ces objectifs, il est important de rappeler que pour un même projet l'acceptabilité sociale peut varier d'un milieu à l'autre, celle-ci étant complexe et imprévisible. Cette caractéristique représente la plus grande limite de cet essai. Il ne faut donc pas tenir cette approche pour acquise et assumer que de suivre ces étapes à la lettre pourra assurer l'acceptabilité sociale d'un projet minier. Cette approche peut servir de base dans l'élaboration d'une stratégie de consultation adaptée au milieu récepteur d'un projet, mais il faut garder une certaine ouverture et une flexibilité dans son application, certains éléments pouvant et devant être adaptés à chaque situation.

Pour conclure, cet essai a su démontrer que les stratégies de consultation et méthodes utilisées par les entreprises ne suivent pas de cadres spécifiques et diffèrent grandement, même pour des concepts aussi généraux que le moment où débiter les consultations. Pour pouvoir développer un cadre plus compréhensible, que ce soit pour les entreprises ou même pour le gouvernement, il est évident que les concepts de base doivent être définis clairement dans un futur proche, à commencer par l'acceptabilité sociale elle-même.



## RÉFÉRENCES

- Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) (2015). *Demande d'Aide financière aux participants pour une évaluation environnementale*. Repéré sur le site de l'ACEE : <https://www.ceaa-acee.gc.ca/default.asp?lang=fr&n=E33AE9FB-1>
- Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) (2008). *Guide sur la participation du public. Guide sur la participation significative du public aux évaluations environnementales en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. Repéré sur le site de l'ACEE, section politiques et orientation – Guide sur la participation du public : <https://www.ceaa-acee.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=46425CAF-1>
- Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) (2010). *Directive ministérielle visant à déterminer la nécessité et l'importance de la participation du public aux examens préalables prévus par la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. Repéré sur le site de l'ACEE, section politiques et orientation : <https://www.ceaa-acee.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=1FE6A389-1>
- Ariane Phosphate (2016). *Comité de suivi*. Repéré sur le site d'Ariane Phosphate : <http://www.arianne-inc.com/fr/engagements/comite-de-suivi>
- Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) (2005). *Protocole de consultation des Premières Nations du Québec et du Labrador*. Repéré sur le site de l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador section Documentation : [http://iddpnql.ca/pdf/protocole\\_consultation\\_2005\\_fr.pdf](http://iddpnql.ca/pdf/protocole_consultation_2005_fr.pdf)
- Association de l'exploration minière du Québec (2015). *Consultation concernant le chantier sur l'acceptabilité sociale*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Association minière du Québec (2015). *Mémoire dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale, présenté au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Bergeron, K. M. (2013). *Acceptabilité sociale et développement minier au Québec : un nouveau critère dans le processus de décision*. Repéré sur le site de la chaire en entrepreneuriat UQAT-UQAM : <http://uqat.ca/cem/?lang=fr&menu=publications>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2009). *Projet minier aurifère Canadian Malartic. Rapport d'enquête et d'audience publique*. Repéré sur le site du BAPE, section Rapports : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape260.pdf>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2013). *Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles. Rapport d'enquête et d'audience publique*. Repéré sur le site du BAPE, section Rapports : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape301.pdf>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2014). *Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay. Rapport d'enquête et d'audience publique*. Repéré sur le site du BAPE, section Rapports : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape309.pdf>

- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2015a). *Projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour. Rapport d'enquête et d'audience publique*. Repéré sur le site du BAPE, section Rapports : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape315.pdf>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2015b). *Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville. Rapport d'enquête et d'audience publique*. Repéré sur le site du BAPE, section Rapports : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape318.pdf>
- Caron Malenfant, J., Conraud, T. (2009). *Guide pratique de l'acceptabilité sociale : pistes de réflexion et d'action*, Montréal, Québec, Canada : Éditions DPMR.
- Chaire de responsabilité sociale et de développement durable ESQ-UQAM (2015). *Ressources naturelles, énergie et acceptabilité sociale. Commentaires dans le cadre des travaux du chantier sur l'acceptabilité sociale*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Chaire en Entrepreneuriat minier UQAT-UQAM (2015). *L'acceptabilité sociale des projets miniers. Commentaire dans le cadre des travaux du chantier sur l'acceptabilité sociale*. Repéré sur le site du MERN section sur le territoire : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Coalition pour que le Québec ait meilleure mine (2015). *Position de la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine sur l'acceptabilité sociale dans le cadre des consultations du ministère des Ressources naturelles du Québec*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Comité de suivi Canadian Malartic (2015). *Mémoire déposé dans le cadre du chantier sur l'acceptabilité sociale mené par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. La valorisation des enjeux de protection environnementale et de bien-être humain*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Comité de suivi Canadian Malartic (CSCM) (s. d.) *Qui sommes-nous?*. Repéré sur le site du CSCM : <http://comitesuivcm.org/index.php/qui-sommes-nous>
- Conseil patronal de l'Environnement du Québec (CPEQ) (2012), *Guide de bonnes pratiques afin de favoriser l'acceptabilité sociale des projets*. Repéré sur le site du CPEQ : [http://www.cpeq.org/files/guides/guide\\_bonnespratiques\\_web.pdf](http://www.cpeq.org/files/guides/guide_bonnespratiques_web.pdf)
- GENIVAR (2012) *Projet Dumont, Étude d'impact sur l'environnement et le milieu social*. Rapport réalisé pour Royal Nickel Corporation (RNC). Repéré sur le site de Royal Nickel Corporation : <http://www.royalnickel.com/fr/pr-dumont-studies.php>
- Gouvernement du Canada (2013). *Guide sur l'exploration et l'exploitation minières pour les communautés autochtones*. Repéré sur le site de Ressources naturelles Canada : <https://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/mineralsmetals/files/pdf/abor-auto/mining-guide-fra.pdf>

- Gouvernement du Québec (2008). *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones*. Repéré sur le site du secrétariat aux affaires autochtones :  
[https://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications\\_documentation/publications/guide\\_inter\\_2008.pdf](https://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications_documentation/publications/guide_inter_2008.pdf)
- Gouvernement du Québec (2016). *Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale. Livre vert*. Repéré sur le site du MERN, section Le territoire :  
<https://www.mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/acceptabilite/LivreVert.pdf>
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) (2015). *Effets individuels et sociaux des changements liés à la reprise des activités minière à Malartic. Période 2006-2013*. Repéré sur le site de l'INSPQ :  
[https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1959\\_Effets\\_Changements\\_Activites\\_Minieres\\_Malartic.pdf](https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1959_Effets_Changements_Activites_Minieres_Malartic.pdf)
- Larousse (s. d.). *Dictionnaire de Français*. Repéré sur le site du dictionnaire Larousse :  
<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais>
- Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. L.C. 2012, ch. 19, art. 52
- Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*, L.R.Q., c. A-18.1
- Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q., c. Q-2
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, c. A-19.1
- Loi sur le développement durable*, L.R.Q., c. D-8.1.1
- Loi sur les mines*, L.R.Q., c. M-13.1
- Mine Arnaud (s. d.). *Rapport synthèse de la préconsultation sur le projet minier Arnaud*. Repéré sur le site de Mine Arnaud section documentation :  
[http://www.minearnaud.com/documents/1694491/1710293/rapport\\_preconsultation.pdf/8c171c6b-5b1b-4574-a5eb-061ad47f3871](http://www.minearnaud.com/documents/1694491/1710293/rapport_preconsultation.pdf/8c171c6b-5b1b-4574-a5eb-061ad47f3871)
- Mine Canadian Malartic (s. d.). *Relations avec la communauté. Écouter et innover pour mieux cohabiter*. Repéré sur le site de Mine Canadian Malartic, section communauté :  
<http://communaute.canadianmalartic.com/fr/>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (2015a). *Conciliation des usages lors de la mise en valeur du territoire dans une perspective d'acceptabilité sociale*. Repéré sur le site de Raymond Chabot Grand Thornton, section Études et rapports : <http://www.rcgt.com/etudes-et-rapports/conciliation-usages-lors-mise-en-valeur-du-territoire-perspective-dacceptabilite-sociale/>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) (2015b). *Favoriser l'acceptabilité sociale des projets de mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minérales. Document de réflexion*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale :  
<https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) (2016). *Vision stratégique du développement minier au Québec*. Repéré sur le site du MERN, section Les mines :  
[http://mern.gouv.qc.ca/mines/vision/documents/vision-mines\\_long-fr.pdf](http://mern.gouv.qc.ca/mines/vision/documents/vision-mines_long-fr.pdf)

- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) (s. d.a) *Bail minier*. Repéré sur le site du MERN, section les mines – Titres miniers : <http://mern.gouv.qc.ca/mines/titres/titres-exploitation.jsp>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) (s. d.b). *Chantier sur l'acceptabilité sociale*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) (2015). *Stratégie d'aménagement durable des forêts*. Repéré sur le site du MFFP, section Les forêts : <https://www.mffp.gouv.qc.ca/forets/gestion/strategie-amenagement.jsp>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) (s. d.). *Politique de consultation sur les orientations du Québec en matière de gestion et de mise en valeur du milieu forestier*. Repéré sur le site du Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, section Les forêts : <http://mffp.gouv.qc.ca/forets/consultation/consultation-gestion.jsp>
- Ministère des Ressources naturelles (2003). *Politique de consultation sur les orientations du Québec en matière de gestion et de mise en valeur du milieu forestier*. Repéré sur le site du Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, section Les forêts : <http://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/consultation/Politique-consultation.pdf>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) (2015). *Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020*. Repéré sur le site du MDDELCC, section développement durable : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie\\_gouvernementale/strategie-DD.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/strategie-DD.pdf)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (2014). *Directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement d'un projet minier*. Repéré sur le site du MDDELCC, section évaluations : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/evaluations/documents/Mines.pdf>
- Morris, J., Baddache, F. (2012). *Retour aux fondamentaux : Comment rendre le dialogue avec les parties prenantes porteur de sens pour l'entreprise*. Rapport repéré sur le site de BSR : <http://www.bsr.org/reports/bsr-rapport-dialogue-avec-les-parties-prenantes.pdf>
- Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement*, c.Q-2, r. 23
- Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure*, L.R.Q., c. M-13.1, r. 2
- Royal Nickel Corporation (2014). *Résumé des études sur le projet Dumont*. Repéré sur le site de Royal Nickel corporation : <http://www.royalnickel.com/fr/pr-dumont-studies.php>
- Royal Nickel Corporation (2015). *Programme de surveillance et de suivi environnemental. Version 2.1. Projet nickélifère Dumont*. Repéré sur le site de Royal Nickel Corporation : [http://www.royalnickel.com/\\_admin/\\_media/RNCProjetDumont-Prog-surveillance--suivi-environnemental.pdf](http://www.royalnickel.com/_admin/_media/RNCProjetDumont-Prog-surveillance--suivi-environnemental.pdf)

Secrétariat aux affaires autochtones (2012). *Soutien à la consultation*. Repéré sur le site du Secrétariat aux affaires autochtones, section Programmes d'aide financière – Fonds d'initiatives autochtones II (FIA II) : <http://www.autochtones.gouv.qc.ca/programmes-aide/fia2/soutien-a-la-consultation.html>

Transfert Environnement et Société (s. d.). *Démarche de participation publique*. Repéré sur le site de Transfert Environnement et société, section Services- Démarche de participation publique : [http ://www.transfertconsult.ca/services-fr/demarche-participation-publique](http://www.transfertconsult.ca/services-fr/demarche-participation-publique)

## BIBLIOGRAPHIE

- Assemblée nationale Québec(2013). *Projet de loi numéro 70. Loi modifiant la Loi sur les mines*. Repéré sur le site de l'Assemblée nationale Québec, section Travaux parlementaires : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-70-41-1.html>
- Association canadienne de l'énergie éolienne (2015). *Mémoire de l'association canadienne de l'énergie éolienne. Chantier sur l'acceptabilité sociale du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Association minière du Québec (AMQ) (2015). *Vers le développement durable. Rapport d'étape 2015*. Repéré sur le site de l'Association minière du Québec : <http://mining.ca/sites/default/files/documents/Rapport-detape-VDMD-2015.pdf>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2003). *L'inscription de la production porcine dans le développement durable*. Repéré sur le site du BAPE, section Rapport : [http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape179\\_princ.pdf](http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape179_princ.pdf)
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2015). *Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine d'apatite du Lac à Paul au Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Repéré sur le site du BAPE, section Rapport : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape317.pdf>
- Chaire de recherche du Canada en développement régionale et territorial (2013). *Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial : L'industrie du gaz de schiste au Québec*. Repéré sur le site du BAPE, section mandats : [http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/gaz\\_de\\_schiste-enjeux/documents/PR3.7.19.pdf](http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/gaz_de_schiste-enjeux/documents/PR3.7.19.pdf)
- Chaire de recherche du Canada en développement régionale et territorial (2015). *Acceptabilité sociale, énergies, ressources naturelles : une perspective territoriale. Mémoire soumis à la consultation sur l'Acceptabilité sociale des projets liés à l'exploitation des ressources naturelles organisée par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Chaire en entrepreneuriat minier UQAT-UQAM (2014). *Principes et critères de développement durable pour l'exploration minière*. Repéré sur le site de l'UQAT, section Publications : <http://uqat.ca/cem/?lang=fr&menu=publications>
- Comité de suivi Canadian Malartic (CSCM) (2015). *L'expérience du comité de suivi Canadian Malartic. Commentaires sur le projet de règlement modifiant le Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure*. Repéré sur le site de la Coalition pour que le Québec ait meilleure Mine : <http://www.quebecmeilleuremine.org/sites/default/files/2015-06-19-CommentairesPprojetR%C3%A8glement-Comit%C3%A9SuiviCanadianMalartic.pdf>
- Comité de suivi Canadian Malartic (CSCM) (s. d.). *Règlements généraux*. Repéré sur le site du CSCM section Qui sommes-nous? – Règlements généraux : <http://comitesuivcm.org/index.php/qui-sommes-nous/88-reglements-generaux-du-comite-de-suivi-canadian-malartic>
- Conférence régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (2010). Forum sur le développement minier en Abitibi-Témiscamingue 19 et 20 mars 2010.Représé sur le site de la conférence régionale de l'Abitibi-Témiscamingue : [http://www.conferenceregionale.ca/documents/files/actes-forum\\_regional\\_developpement\\_minier\\_mars2010.pdf](http://www.conferenceregionale.ca/documents/files/actes-forum_regional_developpement_minier_mars2010.pdf)

- Ecojustice (2009). *Pour que le Québec ait meilleure mine / Réforme en profondeur de la Loi sur les mines du Québec*. Repéré sur le site de la société pour la nature et les parcs du Canada, section Québec : [http://snapqc.org/uploads/Rapport\\_E%CC%81cojustice\\_fr\\_\(2009\).pdf](http://snapqc.org/uploads/Rapport_E%CC%81cojustice_fr_(2009).pdf)
- Fortin, M.-J., Fournis, Y. (2014). Vers une définition ascendante de l'acceptabilité sociale : les dynamiques territoriales face aux projets énergétiques au Québec. *Natures Sciences Sociétés*, 22, 231-239. Repéré à [http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=NSS\\_223\\_0231](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=NSS_223_0231)
- Grand Conseil des Cris (2015). *L'acceptabilité sociale dans Eeyou Istchee. Observations du Grand Conseil des Cris dans le cadre du Chantier sur l'Acceptabilité sociale organisé par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Institut du Nouveau Monde services-conseils (2013). *Étude sommaire sur les processus et les facteurs d'acceptabilité sociale pour le secteur industriel*. Repéré sur le site de l'Institut du Nouveau Monde : [http://inm.qc.ca/Centre\\_doc/28-acceptabilite\\_sociale.pdf](http://inm.qc.ca/Centre_doc/28-acceptabilite_sociale.pdf)
- Loi sur l'Office national de l'énergie*. L.R.C. (1985), c. N-7
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (2005). Guide pour la réalisation d'une étude d'intégration et d'harmonisation paysagères. Projet d'implantation du parc éolien sur le territoire public. Gouvernement du Québec. 26 pages. Repéré sur le site du MERN, section Territoire : <https://www.mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/programme/projet-eolien.pdf>
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (2011). *Pour un développement harmonieux et durable du territoire public, La nouvelle approche d'affectation du territoire public*. Repéré sur le site du MERN, section Territoire : <https://www.mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/consultation/nouvelle-approche-2011.pdf>
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (2015). *Diagnostic de la prise en compte des facteurs d'acceptabilité sociale dans la conciliation des usages*. Repéré sur le site du MERN section Territoire : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/inscription/Diagnostic-facteur-acceptabilite.pdf>
- Ouje-Bougoumou Cree Nation (2015). *Speaking points for chief Curtis Bosum for the dialogue on social acceptability*. Repéré sur le site du MERN, section du Territoire – Acceptabilité sociale : <https://www.mern.gouv.qc.ca/territoire/acceptabilite-document.jsp>
- Réseau entreprise et développement durable (s. d.). *Engager les parties prenantes communautaires. Un guide à l'intention des entreprises*. Repéré sur le site du Réseau entreprise et développement durable : [http://nbs.net/fr/files/2012/09/REDD\\_Guide\\_Engagement.pdf](http://nbs.net/fr/files/2012/09/REDD_Guide_Engagement.pdf)
- Société Makivik (s. d.) *Politique minière des inuit du Nunavik*. Repéré sur le site de la Société Makivik : <http://www.makivik.org/fr/current/nunavik-mining-policies/>
- Vérificateur général du Québec (2009). Rapport du vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2008-2009 tome II. Interventions gouvernementales dans le secteur minier. Repéré sur le site du Vérificateur général du Québec, section Publications : [http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr\\_publications/fr\\_rapport-annuel/fr\\_2008-2009-T2/fr\\_index.aspx](http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2008-2009-T2/fr_index.aspx)
- Vérificateur général du Québec (2013). Suivi de l'optimisation des ressources chapitre 7, Intervention gouvernementale dans le secteur minier. Repéré sur le site du Vérificateur général du Québec, section Publications : [http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr\\_publications/fr\\_rapport-annuel/fr\\_index.aspx?Annee=2013](http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_index.aspx?Annee=2013)

## **ANNEXE 1 – EXEMPLE DE TABLE DES MATIÈRES D’UN PLAN DE PLANIFICATION**

(tiré de : ACEE, 2008, p.4-8)

### Résumé

#### **1. Introduction et contexte**

- Bref aperçu du projet
- Sommaire du processus d’évaluation environnementale proposé, y compris l’échéancier
- Sommaire de la portée proposée du plan de participation du public
- Objectifs précis de la participation du public

#### **2. Recherche préliminaire et premier contact**

Méthodes de collecte des renseignements préliminaires

Liste des parties intéressées et les profils des collectivités potentielles

Détermination des principales questions ou défis et du niveau d’intérêt prévu

#### **3. Résumé des plans de stratégie et d’activités**

- Niveau de participation du public pour chaque objectif/phase
- Activités/techniques de participation du public proposées
- Responsabilités et rôles particuliers
- Calendrier et budget détaillés du projet
- Détails opérationnels et logistiques pour les activités
- Horaire de travail, affectations et délais
- Plan de communication interne et externe
- Processus de consignation/tenue de registres pour chaque activité
- Méthodes de surveillance et d’adaptation de chaque activité
- Méthode de rétroaction

#### **4. Évaluation des activités et du processus**

- Stratégie d’évaluation, indicateurs et sources de données pour l’évaluation du processus et des résultats

#### **5. Annexes (facultatif)**

- Calendrier des activités de participation du public prévues
- Description des emplacements et des installations (p. ex., cartes, données démographiques, géographie)
- Endroits où se tiendront les réunions publiques
- Listes de personnes-ressources et bases de données des principales parties intéressées et des autres intervenants



**ANNEXE 2 – GRILLE DES TECHNIQUES DE PARTICIPATION DU PUBLIC** (tiré de : ACEE, 2008, p.A-2)

Activité / technique	Information	Consultation	Participation	Collaboration
<b>Information</b>				
Bureaux sur le terrain	✓	✓		
Centres / dépôts d'information	✓			
Colloques / groupes d'experts	✓	✓		
Courriel	✓			
Exposés / présentations	✓			
Foires / événements communautaires	✓			
Imprimés / envois postaux	✓			
Journées portes ouvertes	✓	✓		
Kiosques d'information / expositions / stands	✓			
Lignes téléphoniques de renseignements	✓	✓		
Médias électroniques et imprimés	✓			
Personne-ressource centrale	✓			
Publicité	✓			
Résumés de réponses	✓	✓		
Sites Web et autres outils Internet	✓	✓		
Visites des lieux / visites guidées	✓	✓		
<b>Consultation</b>				
Assemblées locales	✓	✓	✓	
Assemblées publiques	✓	✓		
Conversations-café	✓	✓		
Entrevues		✓	✓	
Fiches de commentaires		✓		
Groupes de discussion		✓		
Sondages		✓		
<b>Participation</b>				
Ateliers			✓	✓
Charrettes			✓	✓
Réunions de petits groupes			✓	
Tables rondes			✓	
<b>Collaboration</b>				
Cercles d'étude		✓	✓	✓
Comités consultatifs		✓	✓	✓
Groupes de travail			✓	✓
Techniques de recherche de consensus			✓	✓